

Rapport de 2013 sur les marchés financiers du Nouveau-Brunswick

Octobre 2013

Commission des services financiers et
des services aux consommateurs

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	3
Introduction	7
Objet et portée du rapport	7
Méthodologie	8
Les marchés financiers du Nouveau-Brunswick	9
Analyse du tableau de bord	10
Tableaux, graphiques et analyse	13
Investissements de capital de risque dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick	13
Fusions et acquisitions dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick	21
Placements avec dispense dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick	25
Subventions dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick	29
Financement par emprunt dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick	32
Résumé	34
Annexe A – Liste de définitions	35
Annexe B – Tableau de bord	39
Annexe C – Tableaux	40
Annexe D – Types d’organismes prêteurs	49
Annexe E – Liste des sources	52

RÉSUMÉ

La Commission des services financiers et des services aux consommateurs publie le Rapport de 2013 sur les marchés financiers du Nouveau-Brunswick. Ce rapport poursuit deux objectifs : sensibiliser les intervenants à nos marchés financiers et fournir un outil pour analyser les tendances dans les marchés financiers. Nous continuons d'améliorer notre travail en matière de recherche et d'élaboration de rapports en incorporant de nouvelles informations pertinentes sur l'activité des marchés financiers, offrant ainsi une représentation plus fidèle de ces derniers.

Nous produisons des rapports au sujet des marchés financiers du Nouveau-Brunswick depuis quatre ans. Ceux-ci ont démontré que nos marchés financiers sont grandement influencés par les projets individuels à grande échelle. Ces projets ont faussé les résultats annuels de façon significative et ont rendu l'élaboration de rapports sur les tendances et l'analyse de ces dernières difficile.

Nous sommes heureux de pouvoir inclure des renseignements sur les activités de fusion et acquisition. Auparavant, ces renseignements n'étaient pas facilement accessibles. Toutefois, grâce aux efforts déployés par Thomson Reuters et à nos recherches, un nombre important de ces transactions a été pris en compte. En 2012, 19 opérations de fusion et d'acquisition impliquant des sociétés sises au Nouveau-Brunswick ont été recensées, pour une valeur de 215,98 millions de dollars.

Parmi ces opérations, on compte l'acquisition de sociétés par des sociétés néo-brunswickoises et l'acquisition de sociétés néo-brunswickoises par d'autres sociétés. En 2011, l'activité de fusion et d'acquisition a été plus forte, les opérations réalisées ayant été évaluées à 533,87 millions de dollars. Bien que ces sommes soient substantielles, elles ne comprennent pas le montant de l'acquisition de Q1 Labs, puisqu'aucune information n'a été mise à la disposition du public.

VALEUR DES ENTENTES VISANT L'ACQUISITION D'ENTREPRISES DU NOUVEAU-BRUNSWICK

2011	361,90 millions de dollars
2012	39,20 millions de dollars



VALEUR DES ENTENTES VISANT DES ACQUISITIONS FAITES PAR DES ENTREPRISES DU NOUVEAU- BRUNSWICK

2011	171,97 millions de dollars
2012	176,78 millions de dollars



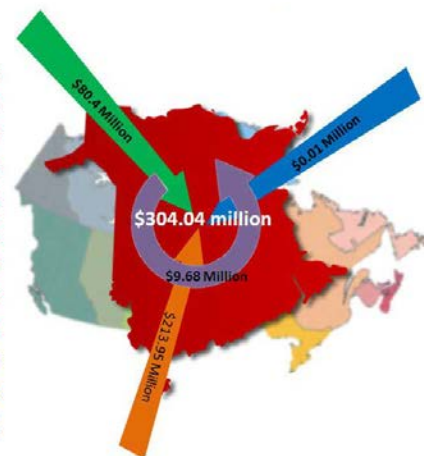
Ce rapport comprend également une analyse des investissements de capital de risque, des fonds recueillis à l'aide de prospectus, des placements de valeurs mobilières sous le régime d'une dispense, des fonds recueillis par l'intermédiaire d'organismes gouvernementaux, et des fonds consentis par des institutions financières.

L'activité économique, telle qu'elle est mesurée par le produit intérieur brut (PIB) au Nouveau-Brunswick, demeure inférieure à celle de la plupart des autres provinces canadiennes. Après une croissance minime en 2011, l'économie du Nouveau-Brunswick a connu une baisse de 0,6 % en 2012. Au moment de la publication de ce rapport, le PIB par habitant de l'année 2012 n'était pas connu. On note toutefois une tendance positive au Nouveau-Brunswick, puisqu'il a augmenté entre 2010 et 2011, passant de 41 096 \$ en 2010 à 42 606 \$ en 2011, même s'il demeure inférieur au PIB par habitant national, à savoir 51 109 \$.

Nous avons observé une augmentation de l'activité des marchés dispensés. Les fonds récoltés sont passés de 25,19 millions de dollars à 304,04 millions de dollars. De nombreux investisseurs n'étaient pas basés au Nouveau-Brunswick; par exemple, des investisseurs issus de 14 sites différents aux États-Unis ont investi dans nos marchés dispensés. Le contributeur principal consistait en une transaction unique dans le cadre de laquelle 257,60 millions de dollars ont été recueillis dans le secteur de l'énergie.

Les entreprises du Nouveau-Brunswick ont reçu des investissements totalisant 304,04 millions de dollars provenant des marchés dispensés

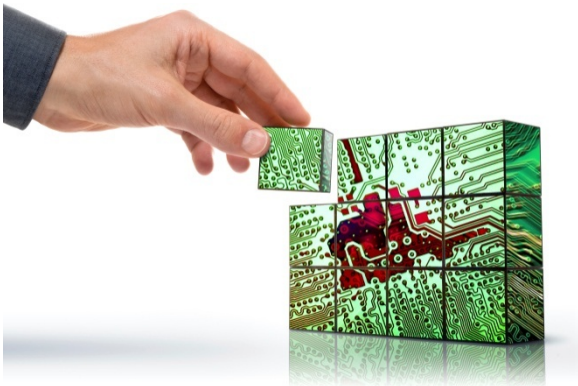
<u>Province</u>	<u>Millions \$</u>
Ontario	56.15
Manitoba	13.04
Nouvelle-Écosse	8.97
Québec	1.54
Alberta	0.44
Î.-P.-E.	0.13
C.-B.	0.08
Yukon	0.03
Saskatchewan	0.02
Nouveau-Brunswick	9.68
E.-U.	213.95
Afrique du Sud	0.01



Les investissements de capital de risque ont affiché une tendance intéressante en 2012. Le flux d'opérations a progressé, passant de 16 à 23, alors que le montant en dollars a chuté, passant de 21,15 millions de dollars à 8,18 millions de dollars. Comme nous l'avons observé au cours des années précédentes, une transaction peut grandement influencer sur le montant total investi dans

notre région. Ainsi, en dépit de la baisse du montant investi, la hausse du flux d'opérations est encourageante.

18 des 23 opérations de capital de risque relevaient du secteur des TIC



Une hausse considérable a été observée quant au nombre de transactions réalisées dans le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC). Le Nouveau-Brunswick poursuit ses efforts pour devenir l'une des provinces chefs de file dans le secteur des TIC. Notre analyse a révélé que 18 des 23 transactions de capital de risque réalisées relevaient du secteur des TIC.

Les sociétés du Nouveau-Brunswick ont pris du retard par rapport à des provinces analogues en ce qui concerne le financement du capital de risque qu'elles ont été en mesure d'obtenir. La Saskatchewan a récolté plus de 53 millions de dollars, la Nouvelle-Écosse a obtenu 37 millions de dollars et le Manitoba, 31 millions de dollars. Il convient de noter qu'au Canada, les investissements de capital de risque sont réalisés dans de nombreux secteurs d'activités. Cependant, le Nouveau-Brunswick présente du retard dans tous les secteurs, à l'exception de celui des TIC.

Les prêts des caisses populaires (N.-B.) aux sociétés néo-brunswickoises ont continué à progresser en 2012. Ils ont financé 730,61 millions de dollars, soit une hausse de 8,16 % par rapport à l'année précédente. Les *credit unions* du Nouveau-Brunswick ont affiché une tendance similaire puisqu'ils ont financé les sociétés du Nouveau-Brunswick à hauteur de 71,39 millions de dollars, ce qui équivaut à une hausse de 9,68 %.

Les prêts accordés par les caisses populaires et les *credit unions* ont respectivement connu une hausse de 8,16 % et de 9,68 % en 2012.



Le troisième contributeur sur les marchés de la dette fut l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA). Sa contribution a diminué de 16,49 %, passant de 21,34 millions à 17,82 millions.

Les subventions ont connu une baisse de 29,19 % par rapport à l'année précédente, ce qui a entraîné une diminution des subventions publiques provinciales. Les subventions provinciales ont diminué, passant de 157,58 millions de dollars à 90,73 millions de dollars. Le ministère du Développement économique (anciennement connu sous le nom d'Entreprises Nouveau-Brunswick) a versé la somme de 107,6 millions de dollars en 2011. En 2012, sa contribution a chuté pour atteindre 51,30 millions de dollars. Une diminution de la contribution de la Société de développement régional, passant de 48,16 millions de dollars à 38,14 millions de dollars, a également été observée. À l'inverse, les contributions des organismes fédéraux se sont accrues. En effet, si elles totalisaient 54,13 millions de dollars en 2011, elles atteignaient 59,18 millions de dollars en 2012. Bien que les subventions provinciales aient diminué au cours de l'année, le gouvernement provincial a consacré une partie importante de ses ressources pour favoriser le développement de l'économie par l'intermédiaire d'Investir NB (une société de la Couronne provinciale). Investir NB a attiré 14 nouveaux investissements de capitaux évalués à 35 millions de dollars au cours de l'exercice 2012.

INTRODUCTION

Le 1^{er} juillet 2013, la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick est devenue la Commission des services financiers et des services aux consommateurs (CSFSC). En tant que CSFSC, nous réglementons les assurances, la consommation, les *credit unions*, les caisses populaires, les coopératives, les sociétés de prêt et de fiducie, les pensions et les valeurs mobilières.

En 2005, la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick a établi son initiative *Pleines voiles* pour favoriser le développement des marchés financiers. Les activités menées dans le cadre de *Pleines voiles* comprennent des programmes visant à éduquer les participants des marchés financiers, l'engagement et la consultation des intervenants ainsi que des travaux de recherche sur nos marchés financiers. Éduquer et informer les intervenants des marchés financiers continuera d'être une priorité pour la CSFSC. Nous publions ce rapport chaque année dans le cadre de cette initiative. Ce rapport a pour objectif de sensibiliser nos intervenants à l'activité annuelle des marchés financiers du Nouveau-Brunswick et d'offrir un outil pour analyser les tendances des marchés de capitaux.

Dans le Rapport de 2013 sur les marchés financiers, nous avons utilisé des paramètres clés supplémentaires ainsi que d'autres sources de données dans le but de renforcer nos capacités d'analyse des marchés financiers. Cette année, nous présentons des renseignements complets sur les activités de fusion et d'acquisition, qui représentent une partie importante de l'ensemble des activités des marchés financiers au Nouveau-Brunswick.

OBJET ET PORTÉE DU RAPPORT

Le Rapport sur les marchés financiers a pour objectif de fournir de l'information à nos différents intervenants au sujet des activités des marchés financiers au Nouveau-Brunswick. Nous nous efforçons d'examiner chaque secteur des marchés financiers afin de déterminer les domaines en développement et ceux en déclin.

Dans le présent rapport, les secteurs suivants sont abordés :

- Capital de risque
- Fusions et acquisitions
- Marchés dispensés
- Financement par subvention
- Financement par emprunt

Dans le Rapport de 2013 sur les marchés financiers, nous analysons ces marchés multifacettes sous différents angles. Notre objectif consiste à fournir aux intervenants des marchés financiers une vision empirique de la façon dont les sociétés du Nouveau-Brunswick récoltent des fonds pour financer leurs activités. Ce rapport donne également un aperçu des tendances observées en matière de financement des investissements dans la province au fil du temps. Le rapport répond plus particulièrement aux questions suivantes :

- De quelles régions géographiques les entreprises du Nouveau-Brunswick obtiennent-elles leur financement?
- Quels types d'organisations leur fournissent du financement?
- Quelles sont les industries qui attirent des investissements?
- À quel stade de leur développement ces sociétés reçoivent-elles du financement?
- Existe-t-il une activité de fusion et d'acquisition notable au sein de la province?

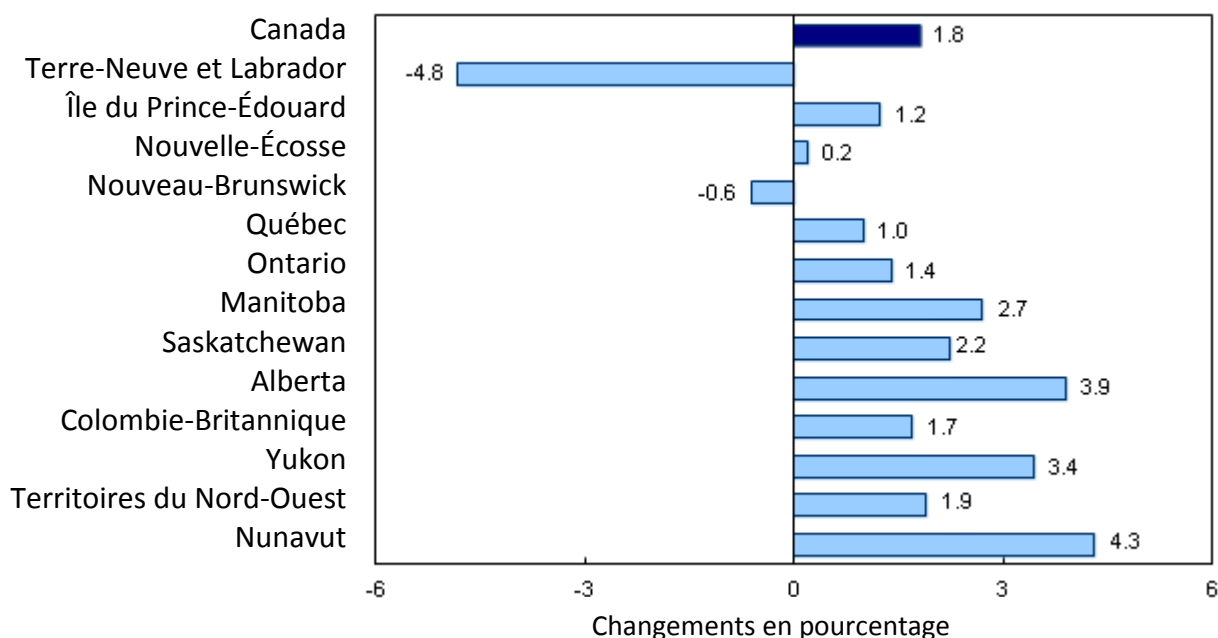
MÉTHODOLOGIE

De nombreuses sources d'information primaires et secondaires ont été utilisées pour élaborer le Rapport de 2013 sur les marchés financiers. Nous avons utilisé des sources d'information internes et externes, ainsi que des publications, des entrevues avec des intervenants, des renseignements obtenus directement auprès des institutions concernées et à partir de bases de données internes; nous avons également eu recours à de l'information fournie par Thomson Reuters. Consulter l'annexe E pour obtenir une liste complète des sources de données.

LES MARCHÉS FINANCIERS DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Nous nous trouvons confrontés à un certain nombre d'obstacles qui entravent le développement de nos marchés financiers, dont l'absence d'un catalyseur significatif de croissance économique. D'autres provinces, telles que l'Alberta et la Saskatchewan, ont fait en sorte que l'industrie pétrolière et gazière joue le rôle de catalyseur, permettant ainsi à leurs marchés financiers de connaître une croissance importante. Cela a été attesté par le produit intérieur brut (PIB) de l'année 2012, qui a affiché une baisse de 0,6 %. Cela, associé à l'enquête sur les investissements publics et privés de Statistique Canada¹, indique que l'intention d'investir au Nouveau-Brunswick en 2013 était moins forte. Le tableau 1 fournit des renseignements sur notre PIB en comparaison avec le reste du pays.

Tableau 1 : Produit intérieur brut réel, 2012



Le Rapport de 2013 sur les marchés financiers a révélé ce qui suit :

- Le capital de risque est un indicateur important permettant d'évaluer la santé de nos marchés financiers. Ce rapport révèle une prise de conscience croissante du potentiel que présentent les sociétés du Nouveau-Brunswick.

¹ Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada : perspectives* (en ligne), Ottawa, chez l'auteur, 2013, <http://www.statcan.gc.ca/pub/61-205-x/2013000/t026-fra.htm>.

-
- L'activité sur les marchés dispensés indique que notre province est grandement influencée par diverses grandes sociétés fermées, qui ont des répercussions importantes sur nos tendances annuelles.
 - Nous établissons pour la première fois un rapport sur les fusions et acquisitions impliquant des sociétés néo-brunswickoises, qui ont été nombreuses en 2011 et 2012. Le niveau d'activité démontre un environnement sain en matière de fusion et d'acquisition dans la province.

ANALYSE DU TABLEAU DE BORD

Le tableau de bord 1.0 a pour but de présenter des renseignements importants d'une manière claire et utile. Nous avons réparti l'information sur les marchés financiers selon différents secteurs d'activités, puis nous l'avons comparée aux données de l'année précédente afin de comprendre les principales évolutions dans chaque domaine. Cette année, pour la première fois, nous sommes en mesure d'intégrer de l'information sur les fusions et acquisitions dans notre rapport.

Le tableau de bord comporte quatre segments principaux :

- Financement par actions
- Fusions et acquisitions
- Subventions
- Financement par emprunt

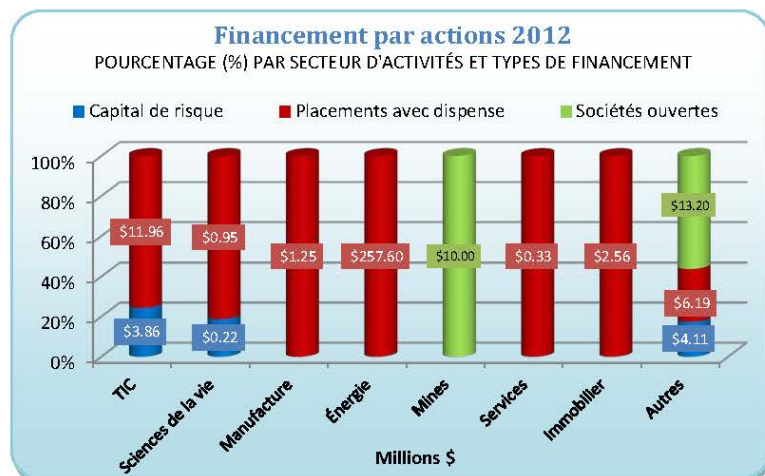
Le **financement par actions** comprend des renseignements sur le capital de risque, les investissements providentiels, les placements avec dispense et les sociétés cotées en bourse. Cette année, nous avons observé une forte baisse des investissements de capital de risque, lesquels sont passés de 21,15 millions de dollars à 8,18 millions de dollars, ce qui représente une chute de 61,32 %. À l'inverse, l'activité des marchés dispensés pour les sociétés fermées, a connu une hausse remarquable, passant de 25,19 millions de dollars à 280,84 millions de dollars. En outre, 23,20 millions de dollars ont été récoltés par trois sociétés ouvertes en utilisant le marché dispensé. Globalement, les marchés des actions ont affiché une hausse de 91,26 % en 2012.

Les **fusions et acquisitions** comprises dans le rapport publié cette année fournissent des indications supplémentaires sur les marchés financiers du Nouveau-Brunswick. Les fusions et acquisitions ont été évaluées à 215,98 millions de dollars en 2012 et à 533,87 millions de dollars en 2011. Les sociétés du Nouveau-Brunswick ont acquis d'autres entités, pour une valeur totale de 176,78 millions de dollars. Les sociétés sises dans d'autres lieux ayant acquis des sociétés néo-brunswickoises ont connu une baisse significative, passant de 361,90 millions de dollars à 39,20 millions de dollars.

Les **subventions** comprennent des renseignements en provenance des organismes fédéraux et provinciaux. Les subventions ont connu une baisse globale de 29,19 %, passant de 211,71 millions de dollars à 149,91 millions de dollars en 2012. En 2012, les contributions des organismes provinciaux ont diminué de 42,42 % alors que les contributions des organismes fédéraux ont augmenté de 9,33 %.

Le **financement par emprunt** a augmenté de 7,60 %, passant de 761,93 millions de dollars en 2011 à 819,82 millions de dollars en 2012. Pour réaliser l'analyse du financement par emprunt, nous avons pris en compte les prêts accordés par les caisses populaires, l'APECA et les *credit unions* du Nouveau-Brunswick. Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe B.

Tableau de bord 1.0 – Rendement des marchés financiers du Nouveau-Brunswick en 2012



Capital de risque

2010 15.68 millions \$
2011 21.15 millions \$
2012 8.18 millions \$

↓ 61.32%

Placements avec dispense*

2010 185.71 millions \$
2011 25.19 millions \$
2012 304.04 millions \$

↑ 1007%

Financement par subventions

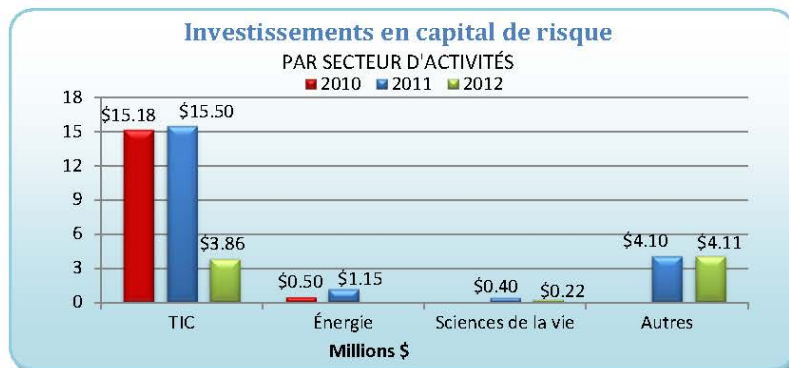
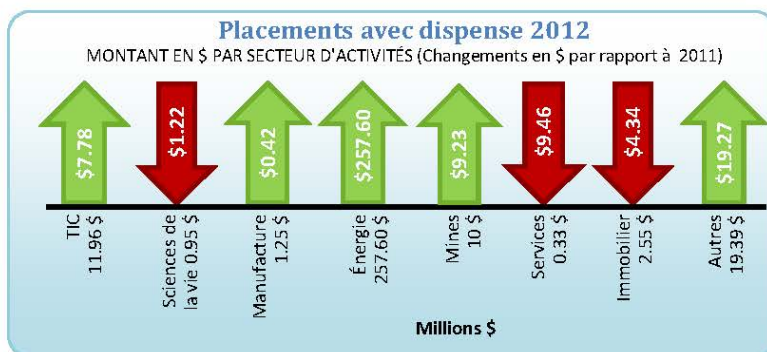
2010 185.28 millions \$
2011 211.72 millions \$
2012 149.91 millions \$

↓ 29.19%

Financement par emprunt

2010 652.22 millions \$
2011 761.93 millions \$
2012 819.82 millions \$

↑ 7.60%



* La différence significative de l'argent provenant de placements avec dispense peut être attribuée à un seul investissement dans un projet de l'énergie en 2012.

TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ANALYSE

Investissements de capital de risque dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick

En 2012, l'activité relative au capital de risque au Nouveau-Brunswick a affiché une tendance positive au regard du nombre d'investissements directs qui a augmenté, passant de 16 en 2011, à 23 en 2012. En outre, lorsque l'on considère les quatre années précédentes, ce nombre a augmenté depuis 2009, où il équivalait à 11, ce qui représente une hausse de 109 % du flux d'opérations.

Cette tendance positive est un indicateur des progrès réalisés relativement à la préparation de nos sociétés en matière d'investissement, et de l'accroissement des possibilités pour les sociétés de capital de risque dans la province. Ce schéma d'investissement des marchés de capital de risque a changé au cours des quatre dernières années. Lors des années précédentes, notamment en 2009, le capital de risque était dominé par quelques investissements importants; aujourd'hui, les investissements sont plus nombreux, mais moins importants. À l'inverse, la quantité d'investissements de capital de risque a chuté de façon remarquable en 2012, atteignant 8,18 millions de dollars, par rapport aux 21,15 millions de dollars en 2011. Cette variation équivaut à une diminution de 61,32 %. Cette tendance inverse indique qu'un plus grand nombre de sociétés néo-brunswickoises trouvent des façons d'attirer des capitaux. Toutefois, aucun investissement de grande envergure n'a été réalisé au cours de l'année observée. Bien que la valeur du dollar ait diminué, la hausse du nombre d'opérations est un signe positif pour les marchés financiers du Nouveau-Brunswick.

Illustration 1.0 : Montant des investissements de capital de risque (en millions \$)

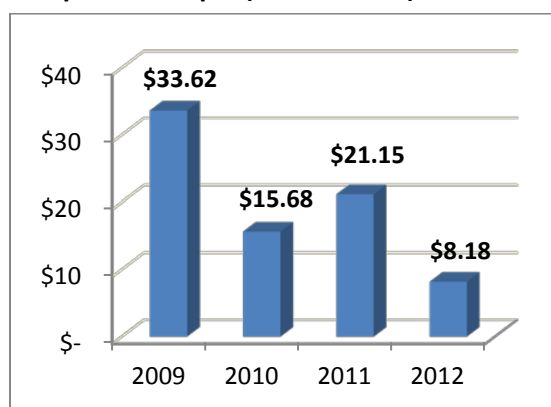
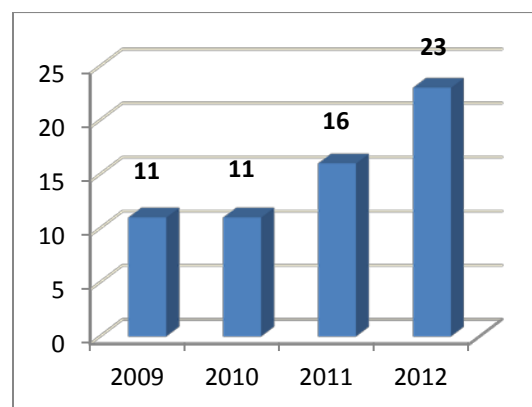
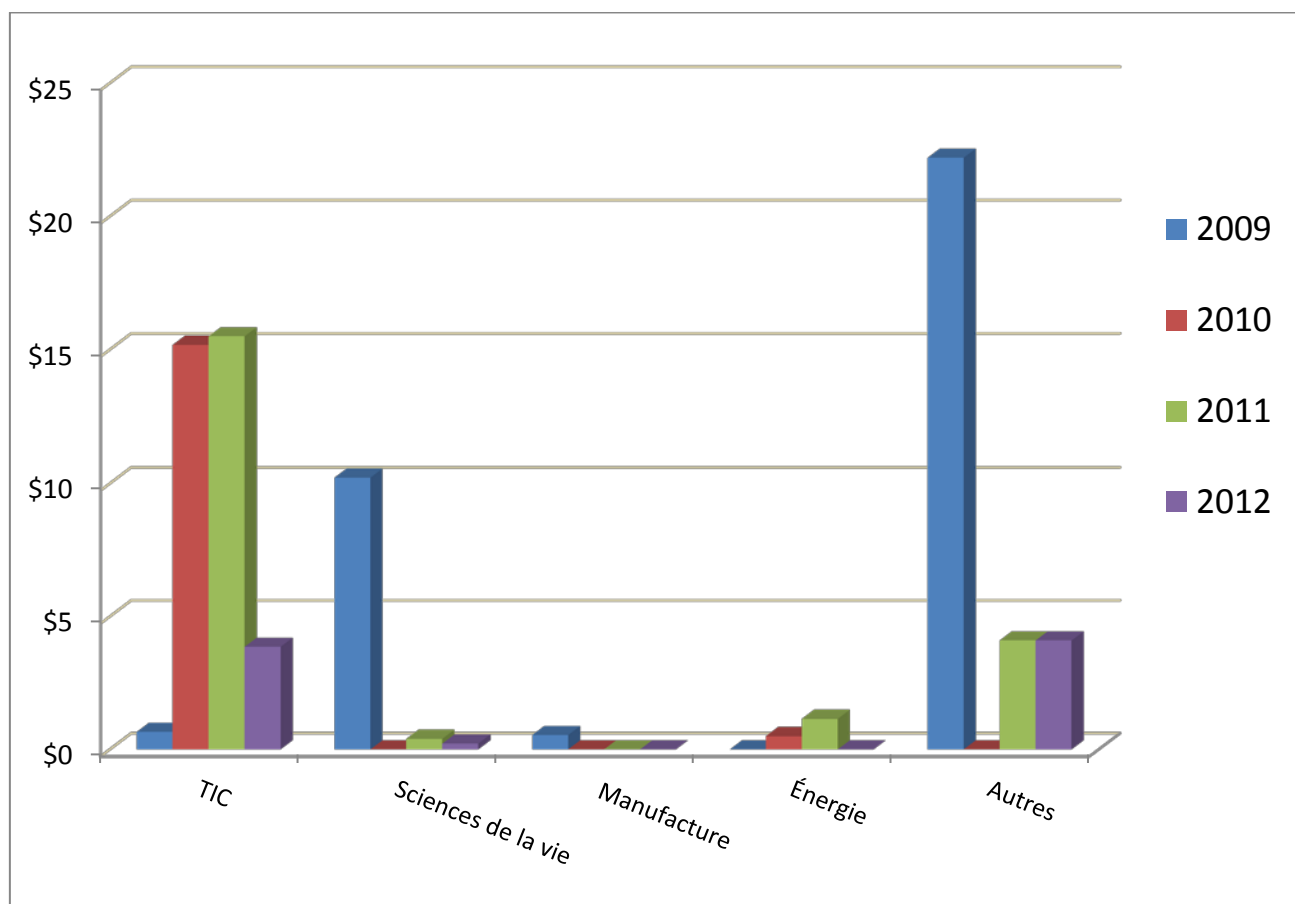


Illustration 1.1 : Nombre d'investissements directs



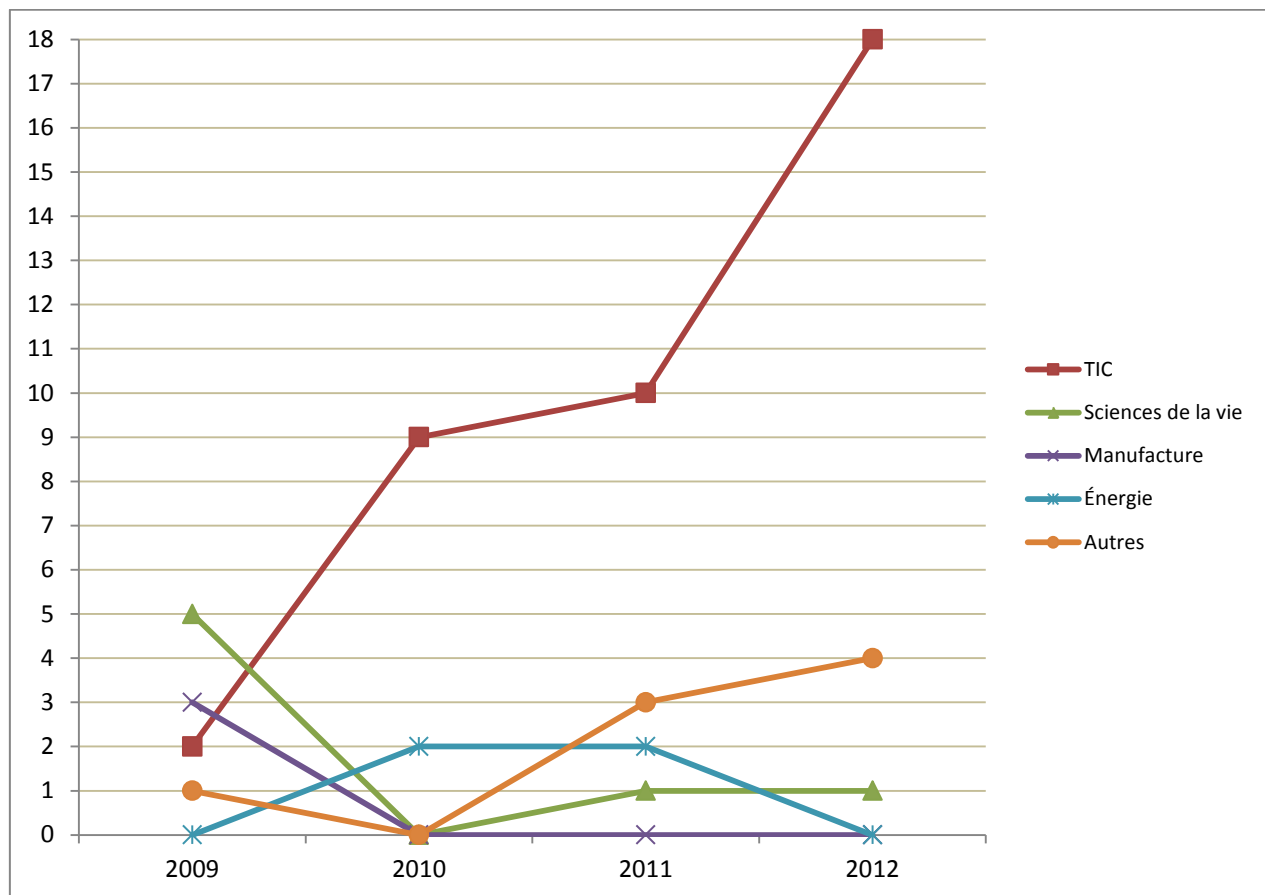
L'illustration 1.2 indique les tendances en matière d'investissement de capital de risque en fonction du secteur d'activités de 2009 à 2012. Les fonds investis dans le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) ont fortement diminué en 2012, ce qui a, à terme, affecté la totalité de l'investissement de capital de risque. En 2012, aucun investissement n'a été réalisé dans le secteur de l'énergie et aucun mouvement majeur n'était perceptible dans les secteurs des sciences de la vie et des industries manufacturières. L'investissement dans les secteurs non spécifiquement définis est resté stable par rapport à 2011.

Illustration 1.2 : Montant des investissements de capital de risque par secteur d'activités (en millions \$)



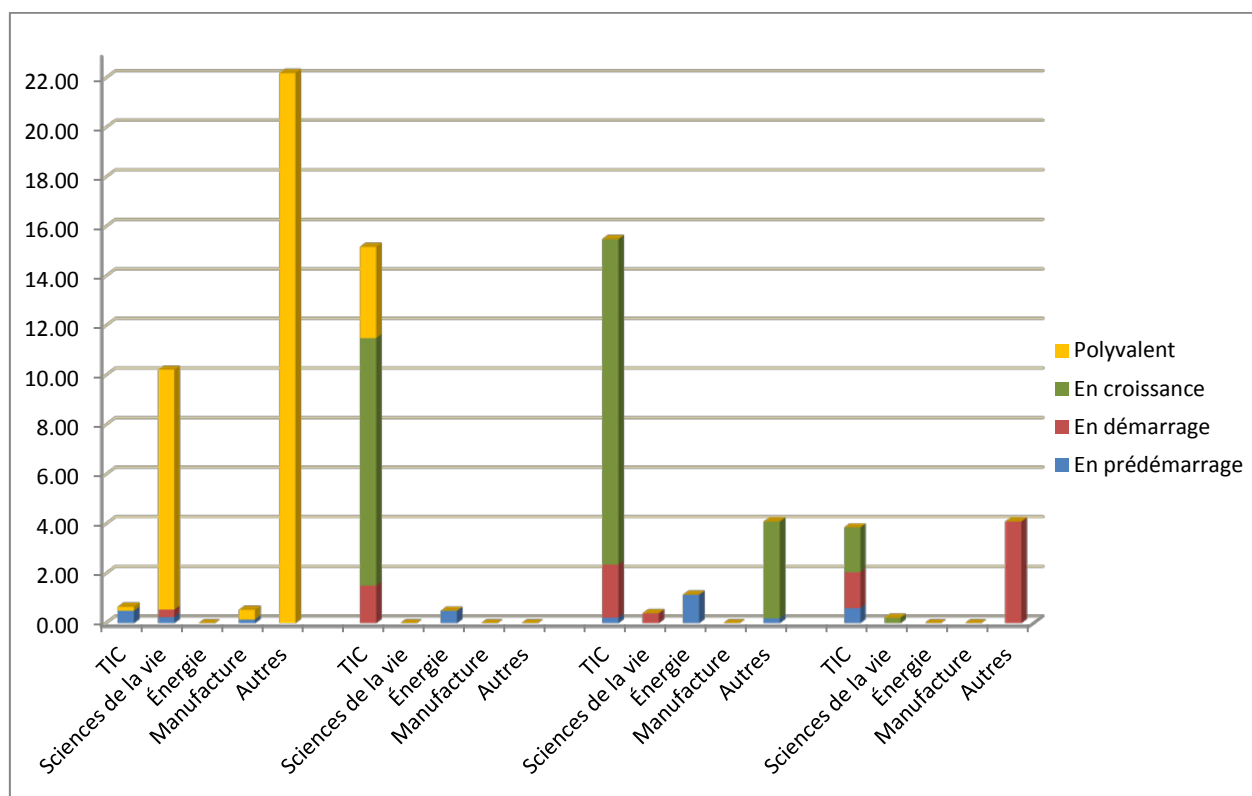
L'illustration 1.3 indique le nombre d'investissements directs réalisés en 2012 par rapport à l'année 2011. Ces nombres indiquent une hausse de 43,75 % par rapport à l'année précédente. Sur les 23 opérations réalisées, 18 relevaient du secteur des TIC. En comparaison avec l'année dernière, le nombre d'investissements effectués dans le secteur des TIC a augmenté, passant de 10 à 18. Cependant, aucun mouvement notable n'a été observé dans les quatre autres secteurs.

Illustration 1.3 : Nombre d'investissements de capital de risque directs par secteur d'activités



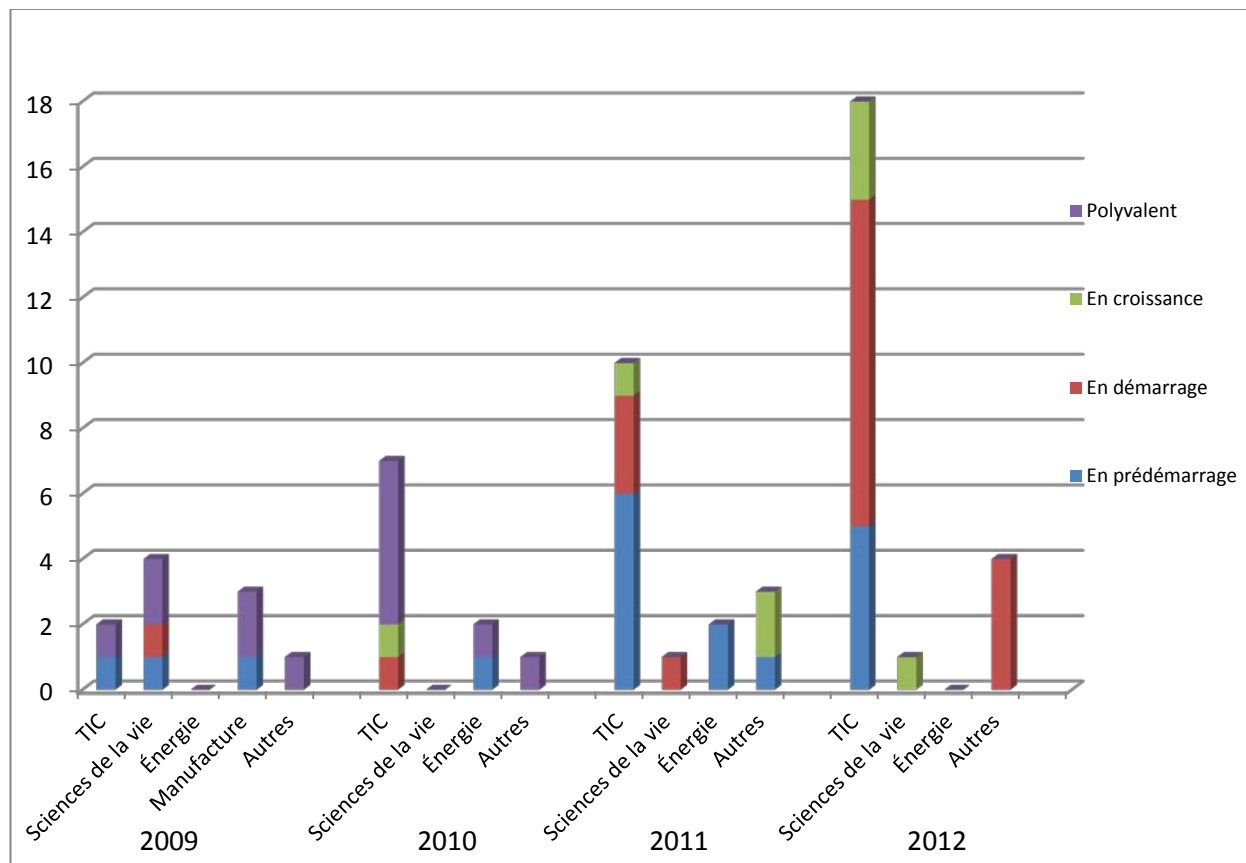
Comme on peut le voir sur l'illustration 1.4, les sociétés en démarrage ont connu une hausse d'activité. Ces investissements ont augmenté, passant de 2,54 millions de dollars à 5,55 millions de dollars. À l'inverse, une baisse considérable, équivalente à 88,14 %, a été observée chez les entreprises en croissance, ce qui correspond souvent à des investissements individuels plus importants. Les investissements associés aux sociétés en prédémarrage ont également diminué, passant de 1,58 million de dollars à 0,61 million de dollars.

Illustration 1.4 : Montant des investissements de capital de risque selon le stade de croissance et le secteur d'activités



L'illustration 1.5 indique que sur 23 opérations de capital de risque, 14 ont été réalisées dans des sociétés en démarrage. Cela révèle une émergence de nouvelles entreprises sur les marchés financiers du Nouveau-Brunswick, dont la plupart appartiennent au secteur des TIC.

Illustration 1.5 : Nombre d'investissements de capital de risque directs selon le stade de croissance et le secteur d'activité



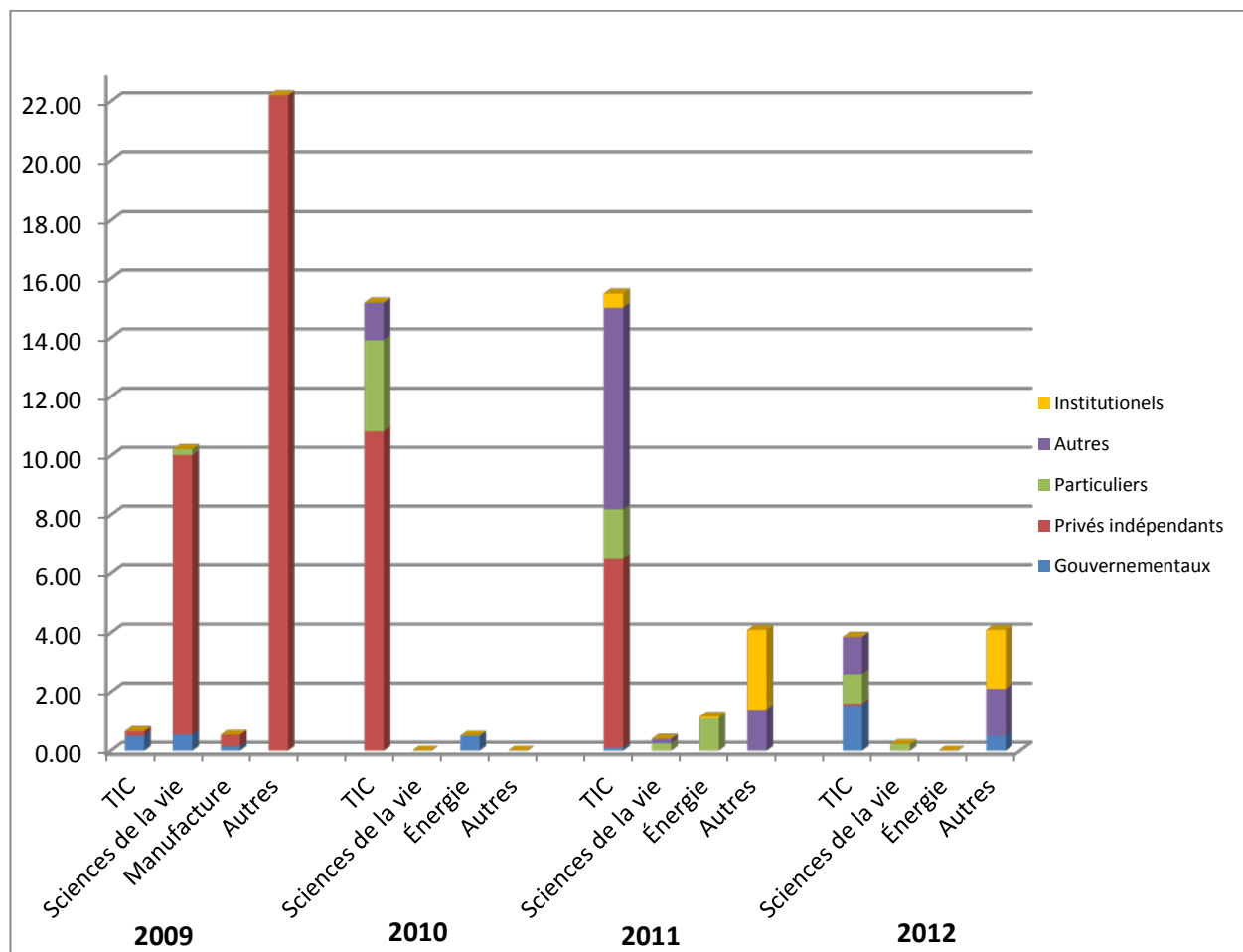
Il existe cinq types principaux de sources de financement actifs sur les marchés de capital de risque du Nouveau-Brunswick :

- Gouvernementaux
- Investisseurs privés indépendants
- Investisseurs particuliers
- Investisseurs institutionnels
- Autres investisseurs

Comme l'indique l'illustration 1.6, les fonds gouvernementaux ont augmenté en 2012 pour atteindre 2,05 millions de dollars, contre 0,10 million de dollars auparavant. En ce qui concerne les fonds non gouvernementaux, le montant des investissements a diminué pour toutes les autres sources de financement. Une baisse considérable, équivalente à 99,22 %, a été observée dans la catégorie des investisseurs privés indépendants. Les investissements de détail et les investissements institutionnels ont connu des baisses respectives de 59,87 % et de 38,08 %.

Une partie importante du financement du secteur des TIC provenait du gouvernement, d'investisseurs institutionnels et d'autres investisseurs. L'autre catégorie du secteur d'activité a été financée par d'autres investisseurs et des investisseurs institutionnels. Le secteur des sciences de la vie (0,22 million de dollars) a été financé par des investisseurs particuliers.

Illustration 1.6 : Montant des CR investis selon le type de financement (en millions \$)



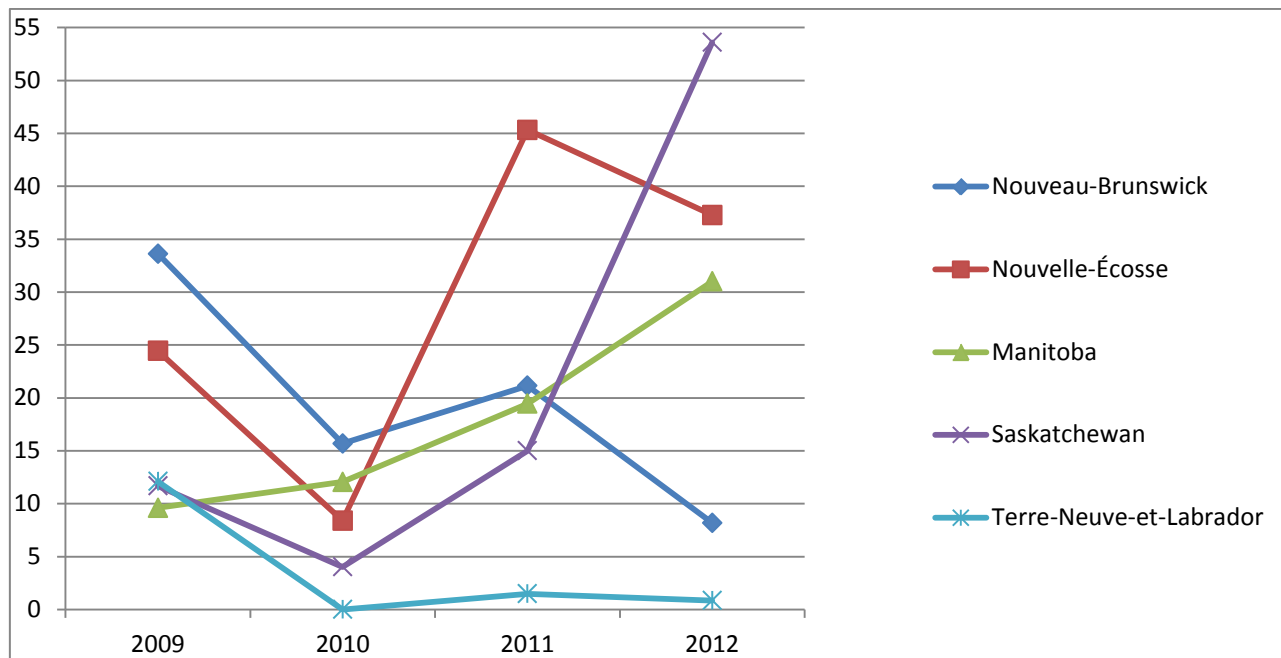
L'illustration 1.7 offre une comparaison entre les investissements de capital de risque de 2009 à 2012 dans cinq provinces : le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, le Manitoba, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador. Nous avons intégré ces provinces dans notre analyse, car elles présentaient des similitudes avec les marchés financiers du Nouveau-Brunswick en ce qui concerne la taille et la nature des investissements.

Comme on le voit sur l'illustration 1.7, l'investissement de capital de risque a augmenté de façon considérable en 2012 dans les provinces de la Saskatchewan et du Manitoba par rapport à 2011. Cet accroissement est dû à un investissement important dans le secteur des sciences de la vie. Les sociétés de la Saskatchewan et du Manitoba ont reçu des investissements équivalant respectivement à 35,93 millions de dollars et 27 millions de dollars dans le secteur des sciences de la vie en 2012. Cette évolution positive est également reflétée par des indicateurs macroéconomiques dans ces deux provinces : selon Statistique Canada, la croissance du PIB réel de la Saskatchewan s'élevait à 3,7 % en 2012; la province s'est ainsi hissée au deuxième rang au Canada.

De la même façon, le Manitoba a démontré une forte reprise économique en 2012. L'enquête sur les investissements publics et privés de Statistique Canada a révélé que les dépenses en capital ont grimpé de 9,7 % en 2012, après avoir connu une croissance nulle en 2011. Le Manitoba affiche le deuxième meilleur taux de croissance annuel moyen du PIB au cours des cinq dernières années (2007-2012), soit 2,1 %, ce qui est supérieur à la moyenne canadienne, qui équivaut à 1,1 %.

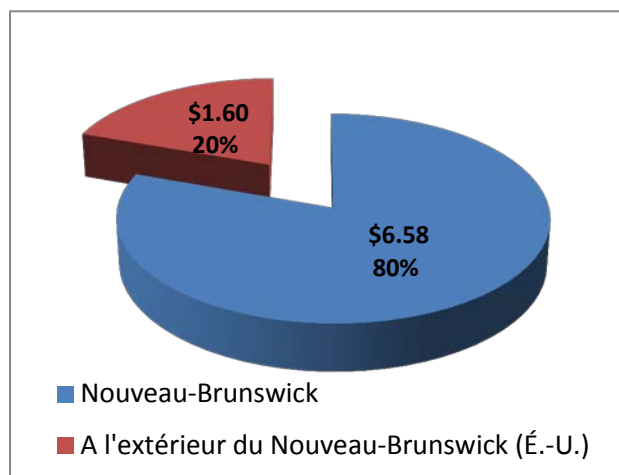
À l'exception de la Saskatchewan et du Manitoba, les trois autres provinces ont connu une diminution des investissements de capital de risque. Le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador se sont principalement concentrés sur le secteur des TIC. En dépit de cette focalisation sur le secteur des TIC, ces trois provinces ont connu une baisse considérable du montant des fonds de capital de risque investis dans ce secteur, ce qui, à terme, a conduit à une diminution du montant des capitaux de risque agrégés.

Illustration 1.7 : Comparaison des investissements de capital de risque selon la province (en millions \$)



L'illustration 1.8 indique le lieu où les investisseurs se trouvaient. Il convient de noter que 80 % de l'investissement total (soit 6,58 millions de dollars) a été financé par des investisseurs du Nouveau-Brunswick. Les 20 % restants (soit 1,6 million) représentent une opération financée par un investisseur des États-Unis.

Illustration 1.8 : Comparaison des investissements de capital de risque selon la situation géographique des investisseurs (en millions \$)



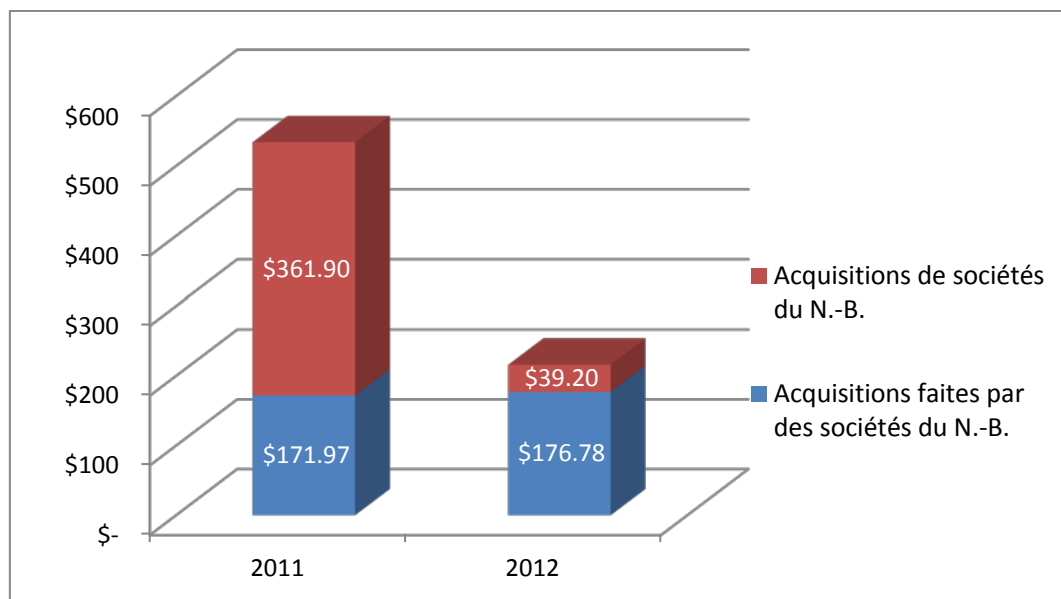
Fusions et acquisitions dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick

La capacité à intégrer à ce rapport une analyse des opérations de fusion et d'acquisition offre une représentation plus complète des marchés financiers du Nouveau-Brunswick. Grâce au travail de Thomson Reuters et aux recherches que nous avons menées, nous avons pu analyser 19 opérations réalisées en 2012 et neuf opérations réalisées en 2011.

En 2012, la valeur totale des opérations de fusion et d'acquisition s'élevait à 215,98 millions de dollars. Cette somme comprend les 176,78 millions de dollars qui ont été investis par les sociétés du Nouveau-Brunswick pour acquérir d'autres sociétés. Les 39,20 millions de dollars restants consistaient en des opérations menées à bien par des sociétés situées hors du Nouveau-Brunswick ayant acquis des sociétés du Nouveau-Brunswick. La valeur des opérations effectuées de 2011 (533,87 millions de dollars – ce qui ne comprend pas l'opération relative à Q1 Labs) à 2012 (215,98 millions de dollars) révèle une baisse considérable de la valeur financière des opérations. Toutefois, le nombre d'opérations réalisées a augmenté, passant de neuf, en 2011, à 19, en 2012, ce qui est le signe d'un marché plus dynamique.

Comme l'indique l'illustration 2.0, les sociétés néo-brunswickoises ont réalisé des acquisitions d'une valeur de 176,78 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 2,80 % par rapport à l'année précédente. Cependant, la valeur des sociétés néo-brunswickoises ayant été acquises a diminué, passant de 361,90 millions de dollars en 2011 à 39,20 millions de dollars en 2012.

Illustration 2.0 : Comparaison entre les opérations de fusion et d'acquisition au Nouveau-Brunswick (en millions \$)



Les activités de fusion et d'acquisition du Nouveau-Brunswick s'étendent dans le monde entier. En 2011, la société américaine Salesforce.com inc. a acquis Radian6 Technologies inc., une société de génie logiciel de Fredericton qui développe des outils de surveillance des médias sociaux, pour 350 millions de dollars. Cette transaction unique a représenté 65,56 % de la totalité des fusions et acquisitions en 2011. Un communiqué de presse diffusé en 2012 par McCain Foods² indiquait que la société avait racheté 100 % des actions de Kitchens of Sara Lee, une société spécialisée dans les produits de boulangerie surgelés basée en Australie et en Nouvelle-Zélande, d'Hillshire Brands, pour un montant de 86,13 millions de dollars. Outre cette opération de McCain, les sociétés du Nouveau-Brunswick ont également acquis des sociétés originaires de l'Ontario, pour une valeur de 60 millions de dollars, et du Québec, pour une valeur de 2,28 millions de dollars. Enfin, les sociétés néo-brunswickoises ont dépensé 28,37 millions de dollars pour acquérir d'autres sociétés du Nouveau-Brunswick. Pour de plus amples renseignements, consulter l'illustration 2.1b.

² McCain Foods, « McCain Foods to acquire Kitchens of Sara Lee (Australia) from Hillshire Brands », *McCain* (en ligne), 2012, [http://www.mccain.com/newsroom/Pages/McCainFoodstoacquireKitchensofSaraLee\(Australia\).aspx](http://www.mccain.com/newsroom/Pages/McCainFoodstoacquireKitchensofSaraLee(Australia).aspx).

L'illustration 2.1a représente la répartition géographique de ces sociétés qui ont acquis des sociétés néo-brunswickoises en 2012. Les sociétés sises en Colombie-Britannique ont acquis des sociétés pour un montant de 18,84 millions de dollars. Elles sont suivies de l'Ontario, qui a réalisé des acquisitions à hauteur de 15,24 millions de dollars, de l'Alberta (3,11 millions de dollars) et du Québec (1,11 million de dollars).

Illustration 2.1a : Emplacement des sociétés ayant acquis des sociétés néo-brunswickoises (en millions \$) (2012)

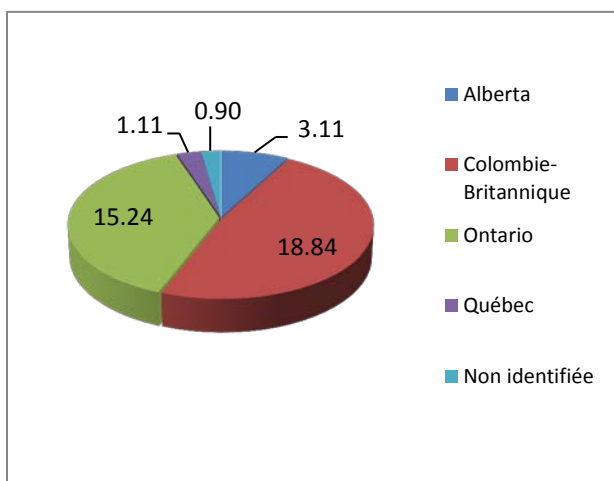
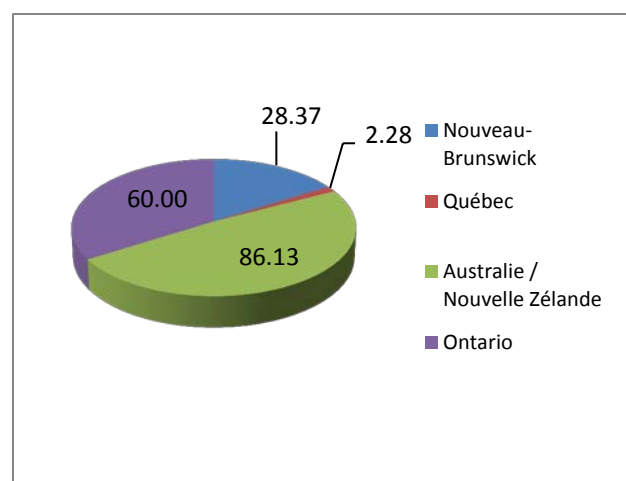


Illustration 2.1b : Emplacement des sociétés acquises par des sociétés néo-brunswickoises (en millions \$) (2012)



Remarque : Sur les illustrations 2.0 et 2.1b, les acquisitions totales de sociétés du Nouveau-Brunswick comprennent 28,37 millions de dollars associés à une société néo-brunswickoise acquise par une autre société locale.

Opérations par secteur

Une activité importante a été observée dans l'industrie de la restauration en 2012, alors que cette activité était nulle en 2011. Il convient de noter que les cinq opérations ont représenté 154,39 millions de dollars dans ce secteur. Hormis les contributions de l'industrie de la restauration, les contributions du secteur minier se sont élevées à 41,84 millions de dollars. Nous avons également observé une croissance dans les secteurs des soins de santé et de l'énergie. Contrairement à l'année précédente, le secteur des TIC est demeuré essentiellement inactif. L'opération de fusion et d'acquisition réalisée la plus importante totalisait 0,90 million de dollars.

En 2011, l'opération Salesforce.com représentait 65,56 % de l'ensemble des activités de fusion et d'acquisition réalisées en 2011. Pour plus de renseignements sur la valeur et le nombre des opérations réalisées, consulter, respectivement, les illustrations 2.3 et 2.4.

Illustration 2.3 : Comparaison de la valeur des opérations de fusion et d'acquisition selon le secteur d'activités (en millions \$)

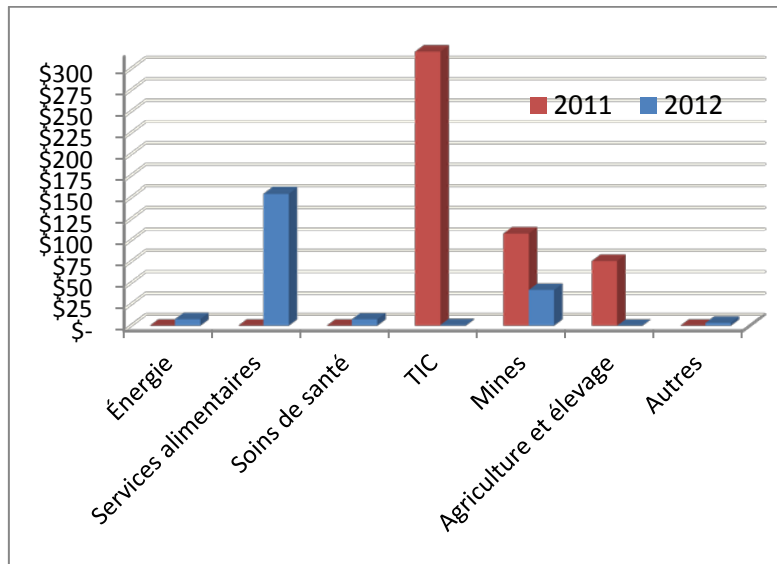
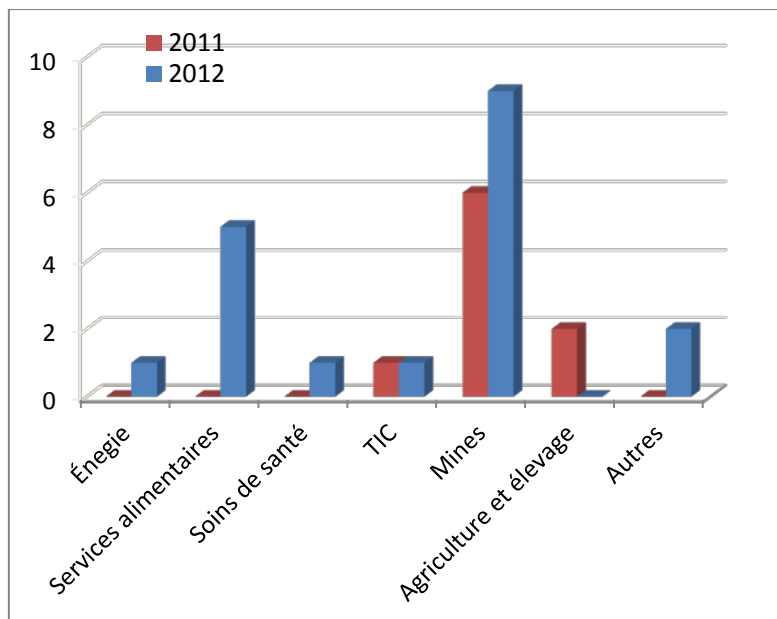


Illustration 2.4 : Comparaison du nombre d'opérations de fusion et d'acquisition selon le secteur (en millions \$)



Autre activité importante du secteur des fusions et acquisitions associée aux actifs du Nouveau-Brunswick (2012)

En 2012, une société immobilière sise en Ontario, Primaris Retail REIT³, a racheté les centres commerciaux Regent Mall de Fredericton et McAllister Place de Saint John pour une somme de 317,60 millions de dollars de la société Cadillac Fairview Corp. Ltée, une autre société de gestion et de développement immobilier sise à Toronto. Les centres commerciaux Regent Mall et McAllister Place constituent tous deux des destinations de magasinage locales de haut niveau. Avec ces deux acquisitions importantes, Primaris Retail possède désormais 35 immeubles lucratifs totalisant environ 14,7 millions de pieds carrés répartis sur tout le territoire canadien, de la côte ouest aux provinces maritimes.

Placements avec dispense dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick

Toute personne qui « place » des nouvelles valeurs mobilières doit divulguer sous forme de prospectus certains renseignements aux éventuels investisseurs. Cette exigence vise à faire en sorte que les investisseurs reçoivent des renseignements suffisants pour leur permettre de prendre une décision d'investissement éclairée. Les organismes de réglementation des valeurs mobilières ont reconnu que dans un ensemble de circonstances définies, ou dispenses, l'exigence de prospectus peut être annulée. Les valeurs mobilières placées sans prospectus sont désignées par le terme « valeurs mobilières sur le marché dispensé ». Il s'agit généralement de titres non liquides, car ils n'ont pas de marchés secondaires établis. De plus, contrairement aux sociétés cotées en bourse, la plupart des émetteurs de valeurs mobilières sur le marché dispensé ne sont pas tenus de fournir de l'information aux investisseurs en continu.

Pour notre analyse, nous avons obtenu de l'information à partir de déclarations réglementaires, ainsi que d'information que des investisseurs nous ont fournie volontairement. Les lecteurs doivent garder à l'esprit que de nombreuses sociétés recueillant des capitaux dans la province

³ http://www.primarisreit.com/system/attachments/49/original/Closing_of_Regent_Mall_and_McAllister_Place_-_national_version.pdf?1371846917.

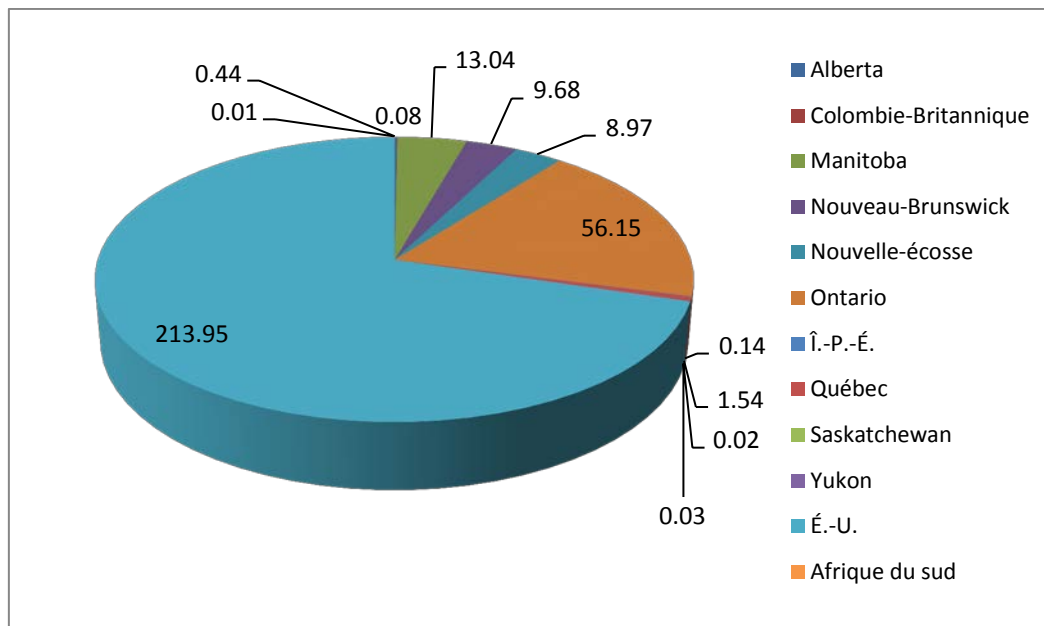
s'appuient sur la notion de dispense relative aux émetteurs fermés. Cette dispense ne comporte pas d'exigence de déclaration.

Pour de plus amples renseignements concernant les valeurs mobilières sur les marchés dispensés et la dispense relative aux émetteurs fermés, consulter le [Guide des dispenses relatives à la collecte de capitaux au Nouveau-Brunswick](#).

Un changement important a été observé dans l'activité des marchés dispensés entre 2011 et 2012 au Nouveau-Brunswick. L'activité est passée de 25,19 millions de dollars à 304,04 millions de dollars. Le nombre d'émetteurs a augmenté, passant de 20 à 39. Il convient de noter qu'en 2012, 96,82 % des fonds sur les marchés dispensés ont été récoltés par des investisseurs situés en dehors du Nouveau-Brunswick, ce qui représentait une somme de 294,36 millions de dollars sur les 304,04 millions de dollars récoltés par les sociétés du Nouveau-Brunswick. Ce changement est dû à un accroissement des investissements dans le secteur de l'énergie. Une société chef de file du Nouveau-Brunswick a récolté 257,61 millions de dollars, ce qui représente 84,73 % de la totalité des fonds sur les marchés dispensés en 2012. Les investisseurs internationaux (principalement des É.-U.) ont fourni 213,94 millions de dollars sur la totalité des fonds recueillis, en comparaison à la somme de 0,25 million de dollars récoltée au cours de l'année précédente. De plus, en 2011, la majorité des fonds ont été fournis par des investisseurs issus du Nouveau-Brunswick; toutefois, cette année, les contributions de l'Ontario se sont élevées à 56,16 millions de dollars, celles du Manitoba à 13,04 millions de dollars, celles de la Nouvelle-Écosse à 8,97 millions de dollars et celles du Nouveau-Brunswick à 9,68 millions de dollars.

Au Nouveau-Brunswick, le marché dispensé est généralement utilisé par les sociétés fermées qui tentent de récolter des fonds; toutefois, en 2012, trois des sociétés ouvertes du Nouveau-Brunswick ont utilisé le marché dispensé pour récolter 23,20 millions de dollars. En 2011, les sociétés ouvertes se sont révélées beaucoup plus actives lorsqu'elles ont récolté 116,90 millions de dollars par l'intermédiaire de l'émission de prospectus.

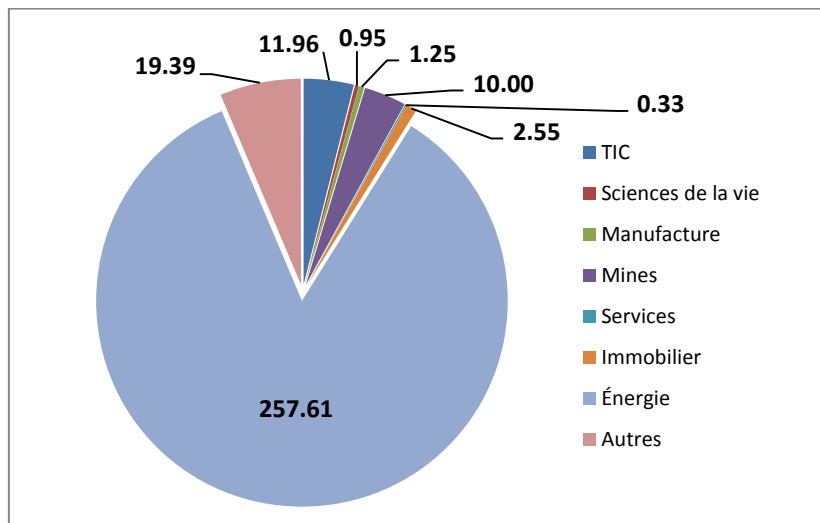
Illustration 3.0 : Placements avec dispense selon la situation géographique des investisseurs (en millions \$)



En 2012, des investisseurs américains originaires de divers endroits ont participé au marché dispensé du Nouveau-Brunswick. À titre de comparaison, une somme totale de 213,95 millions de dollars a été versée par des investisseurs de 14 régions américaines différentes contre quatre régions en 2011. Pour davantage de renseignements, consulter le tableau 3.3 de l'annexe C.

Le secteur minier et le secteur des TIC ont connu une croissance comparable à celle de l'année précédente. Les investissements réalisés dans le secteur minier ont augmenté, passant de 0,76 million de dollars à 10 millions de dollars; ceux réalisés dans le secteur des TIC se sont également accrus, passant de 4,63 millions de dollars à 11,96 millions de dollars.

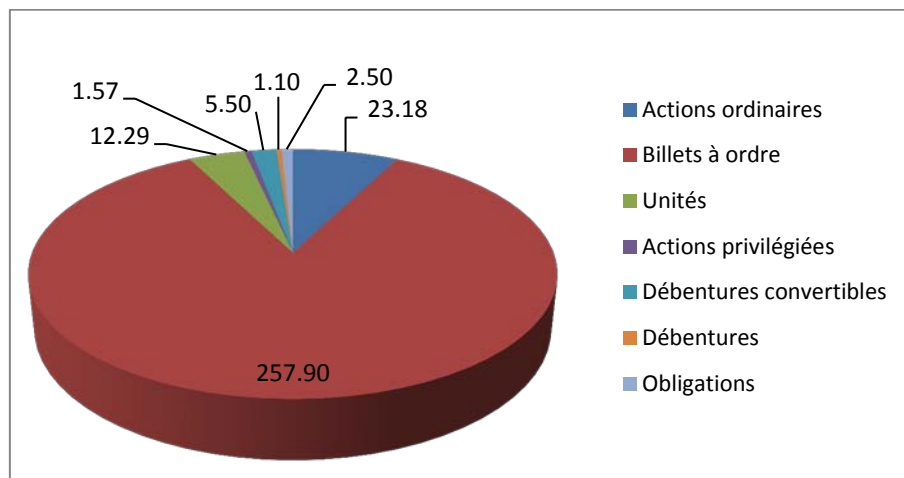
Illustration 3.1 : Valeur totale des placements avec dispense par secteur (en millions \$)



En 2011, les actions ordinaires représentaient la partie la plus importante des valeurs mobilières émises. Toutefois, en 2012, les billets à ordre ont été plus nombreux, représentant 257,90 millions de dollars sur la totalité des sommes recueillies. Les billets à ordre représentent presque 85 % du financement total du marché dispensé. Des actions ordinaires ont été émises pour 23,18 millions de dollars, des unités pour 12,29 millions de dollars, et des débentures convertibles pour 5,50 millions de dollars.

Bien que les billets à ordre aient été émis dans le cadre de la levée de capital la plus importante de 2012, la plupart des sociétés du Nouveau-Brunswick ont émis des actions ordinaires au cours de l'année. Le financement par actions a été émis par 83,7 % des sociétés qui ont levé du capital en 2012.

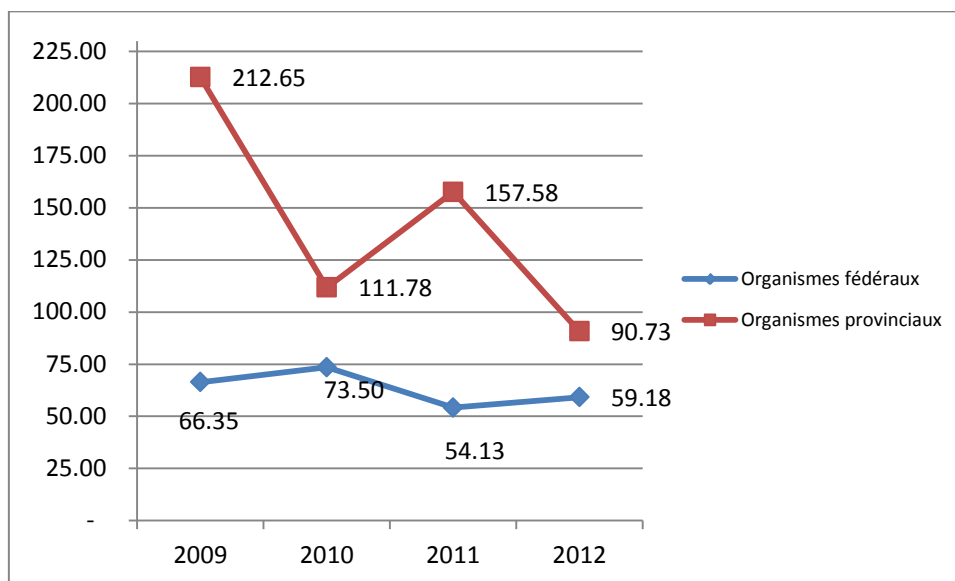
Illustration 3.2 : Placements avec dispense selon le type de valeurs mobilières (en millions \$)



Subventions dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick

Aux fins de notre analyse, nous avons pris en compte les subventions accordées par les gouvernements fédéraux et provinciaux. Une baisse des subventions provinciales de 42,42 % a été observée, lesdites subventions passant de 157,58 millions de dollars en 2011 à 90,73 millions de dollars. À l'inverse, les subventions fédérales ont augmenté de 9,33 %, passant de 54,13 millions de dollars en 2011 à 59,18 millions de dollars.

Illustration 4.0 : Subventions fédérales et provinciales au Nouveau-Brunswick (en millions \$)



Organismes gouvernementaux provinciaux

Les trois organismes provinciaux actifs sur les marchés des subventions du Nouveau-Brunswick sont les suivants :

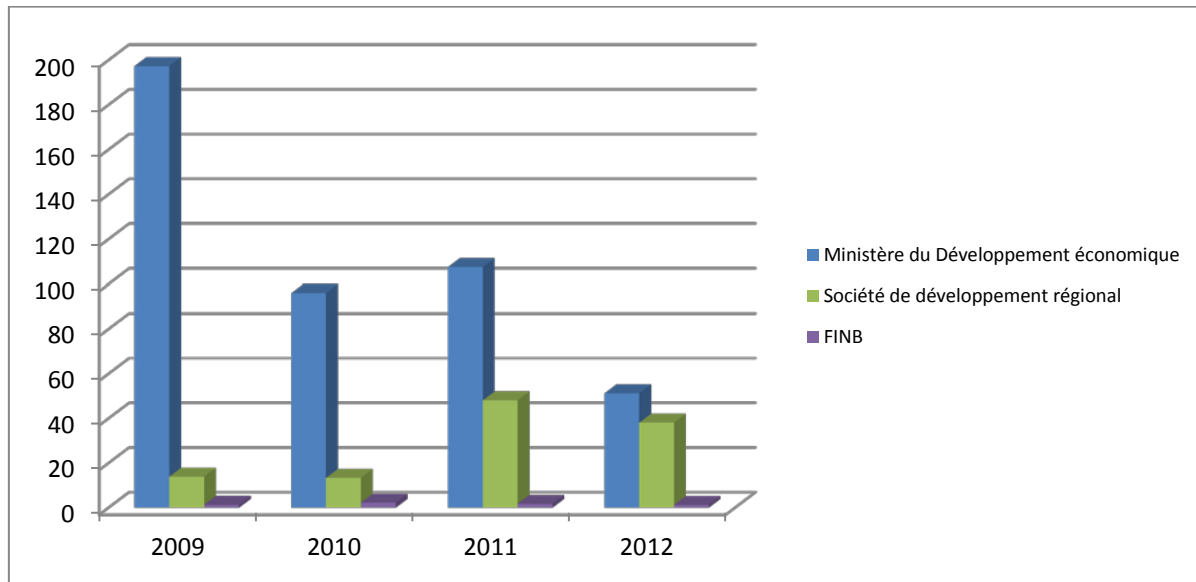
- Ministère du Développement économique (anciennement connu sous le nom d'Entreprises Nouveau-Brunswick)
- Société de développement régional
- Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick (FINB)

En 2012, le ministère du Développement économique a versé 57 % de la totalité des subventions provinciales. L'illustration 4.1 indique que la diminution des subventions versées par le ministère du Développement économique équivalait à 56,30 millions de dollars. La Société de développement régional a diminué la valeur totale de ses contributions de 10,10 millions de dollars; la FINB a également réduit ses subventions, lesquelles sont passées de 1,82 million de dollars à 1,29 million de dollars en 2012.

Bien que les subventions provinciales aient diminué au cours de l'année, le gouvernement provincial a consacré une partie importante de ses ressources pour favoriser le développement de l'économie par l'intermédiaire d'Investir NB (une société de la Couronne provinciale). Investir NB a été chargée d'attirer des sociétés étrangères au Nouveau-Brunswick. Elle travaille également avec des sociétés étrangères déjà implantées dans la province pour augmenter leurs investissements de capital dans la province. Comme l'indique le rapport annuel d'Investir NB⁴, 14 nouveaux investissements ont été obtenus en 2012, d'une valeur de 35 millions de dollars. Investir NB est en mesure de fournir des fonds d'emprunt ainsi que diverses subventions de stimulation pour attirer ces sociétés. Le rapport annuel d'Investir NB révèle qu'au cours des deux dernières années, la société a accordé des prêts à des sociétés étrangères, d'une valeur d'environ 15 millions de dollars. Au cours de l'exercice 2012, les sociétés associées à Investir NB ont contribué à hauteur de 136,80 millions de dollars au PIB du Nouveau-Brunswick.

⁴ Investir NB, *Rapport annuel 2012-2013* (en ligne), Fredericton, chez l'auteur, 2013, http://www.gnb.ca/inb/fr/pdf/INB_Rapport_Annuel_web2012-13.pdf.

Illustration 4.1 : Subventions provinciales au Nouveau-Brunswick (en millions \$)



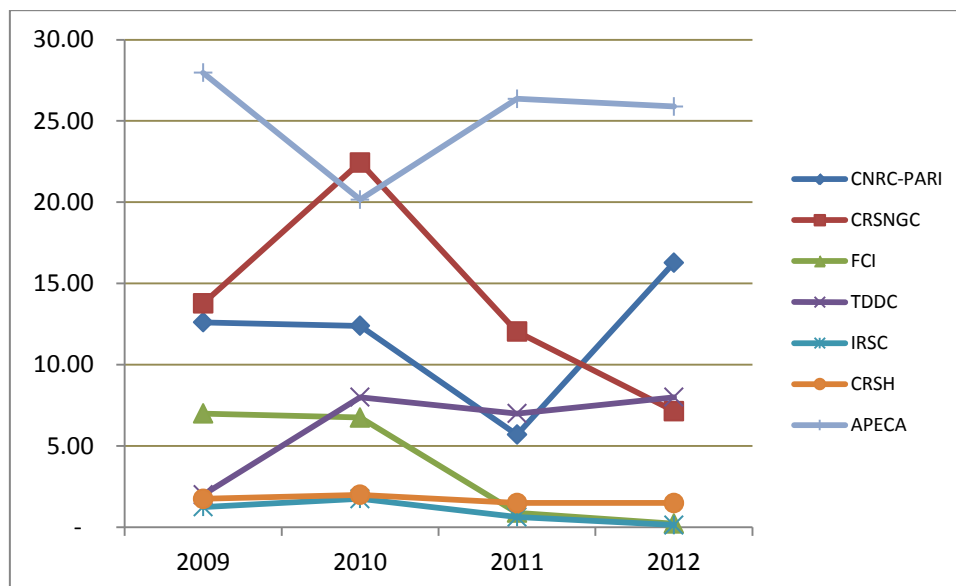
Organismes fédéraux

Les subventions fédérales ont augmenté, passant de 54,13 millions de dollars en 2011 à 59,18 millions de dollars en 2012, ce qui représente une hausse de 9,33 %. Conformément aux années précédentes, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA⁵) a continué de contribuer aux subventions fédérales dans de vastes proportions. Les contributions de l'APECA s'élevaient à 25,89 millions de dollars, soit 43,75 % de la totalité des subventions fédérales. Une analyse approfondie de l'aide financière de l'APECA se trouve à l'annexe D.

Une hausse importante des subventions du Conseil national de recherches Canada (CNRC) a été observée. Ces dernières ont en effet augmenté de 185,91 % cette année alors que les subventions du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNGC) ont continué à diminuer. Au cours des deux dernières années, elles ont diminué de 68,18 %. Technologies du développement durable Canada (TDDC) a versé des contributions à hauteur de 8 millions de dollars, soit une augmentation de 14,29 % par rapport à 2011.

⁵ Les contributions non-remboursables ainsi que les contributions remboursables sous condition et les subventions ont été considérées dans l'analyse des subventions de l'APECA.

Illustration 4.2 : Subventions fédérales au Nouveau-Brunswick (en millions \$)



Financement par emprunt dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick

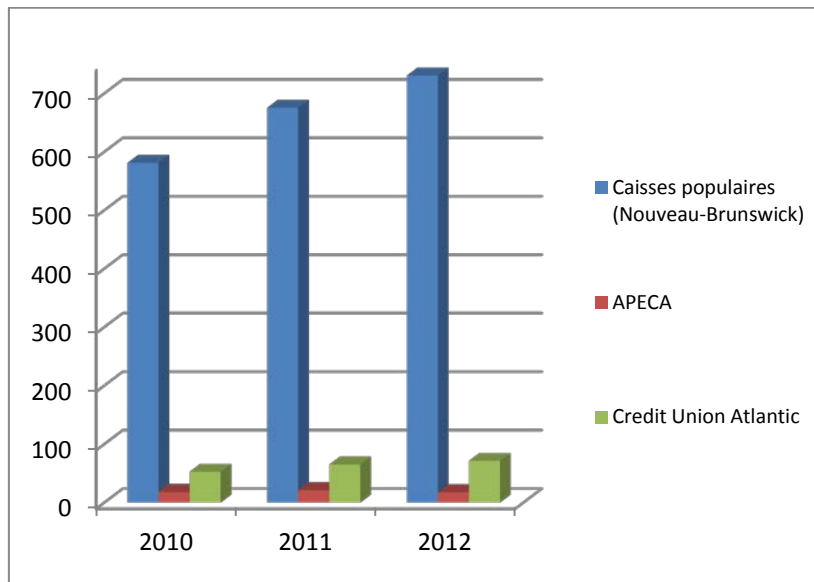
Nous avons pris en compte les trois institutions suivantes aux fins de l'analyse des dettes – l'information relative aux banques les plus importantes n'étant pas disponible au niveau provincial :

- Caisses populaires (Nouveau-Brunswick)
- Credit Union Atlantic (Nouveau-Brunswick)
- APECA

Le financement par emprunt a démontré une tendance à la hausse entre 2010 et 2012. Cette hausse est due à la croissance des contributions des caisses populaires et des *credit unions*. Les contributions des caisses populaires ont augmenté, passant de 581,2 millions de dollars à 730,61 millions de dollars pendant deux ans, ce qui représente une hausse de 26 %. Les *credit unions* ont accordé l'équivalent de 71,39 millions de dollars de prêts en 2012, soit une augmentation de 9,68 % au cours de l'année dernière et de 35,36 % au cours des deux dernières

années. Les contributions de l'APECA⁶ ont diminué, passant de 21,34 millions de dollars à 17,82 millions de dollars.

Illustration 5.0 : Financement par emprunt dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick (en millions \$)



⁶ Sur son site Web, l'APECA qualifie ses contributions de « contributions remboursables sans condition ».

Résumé

Nous produisons des rapports au sujet des marchés financiers du Nouveau-Brunswick depuis quatre ans. Nos recherches ont démontré que nos marchés financiers sont grandement influencés par les projets individuels à grande échelle. Ces projets ont faussé les résultats annuels de façon significative et ont rendu l'élaboration de rapports sur les tendances et l'analyse de ces dernières difficiles.

Nos rapports ont démontré les répercussions importantes que les sociétés cotées en bourse et les secteurs des TIC et de l'énergie ont eues sur nos marchés financiers. Par exemple, les projets individuels du secteur de l'énergie se sont révélés être de plus grande envergure que ceux de toutes les autres activités combinées. Le secteur des TIC représente actuellement le seul secteur associé à diverses opérations. Cela peut être dû aux nombreux organismes de soutien des TIC qui ont été fondés dans la province au cours des quatre dernières années.

Notre examen des fusions et acquisitions impliquant les sociétés du Nouveau-Brunswick démontre un environnement sain en matière de fusion et d'acquisition dans la province, soutenu par les sociétés du Nouveau-Brunswick et les sociétés nationales et internationales reconnaissant la valeur des sociétés de la province.

Au cours des prochaines années, nous verrons si l'augmentation du flux d'opérations de capital de risque, la hausse de l'activité dans le secteur des TIC et la sensibilisation croissante aux marchés dispensés auront des répercussions sur le PIB, le PIB par habitant et le montant global des actions levées dans la province.

La CSFSC est ouverte aux éventuels discussions et commentaires concernant le présent rapport. Veuillez communiquer avec notre spécialiste des marchés financiers, Jeff Harriman, à l'adresse suivante : Jeff.Harriman@FCNB.ca.

Annexe A – Liste de définitions

- **Action ordinaire** - Valeur mobilière qui représente la participation au capital-actions d'une société, qui confère des droits de vote et qui donne au porteur le droit à une part des succès de la société sous forme de dividendes ou de plus-value du capital.
- **Action privilégiée** - Catégorie de droit de propriété dans une société qui a un rang préférentiel sur l'actif et les revenus par rapport aux actions ordinaires. Les actions privilégiées rapportent généralement un dividende qui doit être payé avant les dividendes aux porteurs d'actions ordinaires. Normalement, elles ne sont pas assorties d'un droit de vote.
- **Agriculture, foresterie et pêche** - Secteurs d'activité qui s'occupent des cultures agricoles, de l'élevage d'animaux, de la foresterie et de l'exploitation forestière, de la pêche et d'autres activités connexes.
- **Autres (dans la catégorie des secteurs)** - Secteurs de la construction, du commerce de gros, des transports et de l'entreposage, du tourisme, des services publics, des arts, du divertissement et des loisirs.
- **Autres (dans la catégorie des types de bailleurs de fonds)** - Investisseurs qui s'intéressent à des opérations dans des actions déterminées, mais sans présence permanente sur le marché, comme les investisseurs providentiels et les investisseurs sur le marché des souscriptions publiques.
- **Billet à ordre** - Valeur mobilière qui a généralement une durée plus longue qu'une lettre de change, mais plus courte qu'une obligation.
- **Débenture convertible** - Type de prêt émis par une compagnie qui peut être converti en actions par le porteur et, dans certaines circonstances, par l'émetteur du prêt.
- **Détail (fonds de détail)** - Fonds établi à l'aide d'un crédit d'impôt aux particuliers offert par le gouvernement, comme les sociétés de capital de risque des travailleurs.
- **Emplacement de l'investisseur** - Lieu géographique de l'investisseur qui réalise un investissement.
- **Emplacement du financement** - Lieu géographique d'où provient le capital de risque investi au Nouveau-Brunswick.
- **Financement par emprunt** - Prêt obtenu d'une institution comme une banque, une caisse populaire, une société de crédit, un gestionnaire de portefeuille, un fonds fiduciaire ou une compagnie d'assurance.

- **Fonds de croissance** - Fonds qui réalise la majorité de ses investissements dans un portefeuille d'entreprises qui ont déjà un produit ou un service établi qui rapporte des revenus, mais qui ne dégagerait peut-être pas encore de bénéfices. Ces sociétés peuvent avoir besoin de capitaux pour assurer leur croissance ou prendre de l'expansion. Les investissements servent à intensifier les activités de mise en marché, de production, de mise au point de produits, etc.
- **Fonds de démarrage** - Fonds qui réalise la majorité de ses investissements dans des sociétés qui ont déjà des activités de mise au point de produit, de mise en marché initiale, de fabrication et de vente à l'étape des essais ou de la production. Les investissements sont utilisés par la société pour lancer la production et les ventes. Dans certains cas, le produit commence à être offert dans le commerce et la société ne réalise pas encore de bénéfices. La société peut être en train de s'organiser ou être en activité depuis au plus trois ans. Habituellement, ces entreprises ont réalisé des études de marché, ont recruté leurs principaux dirigeants, ont dressé un plan d'affaires et sont prêtes à entrer en activité ou sont déjà en activité.
- **Fonds de prédémarrage** - Fonds qui réalise la majorité de ses investissements dans des compagnies récemment établies afin d'aider le fondateur à faire de la recherche en vue de mettre au point et de concevoir un produit ou un service. Cette étape nécessite relativement peu de capitaux et précède normalement l'étape du placement.
- **Fonds polyvalent** - Fonds visant un investissement du capital de risque à plusieurs étapes du cycle de vie d'une entreprise. Ce type de fonds a des activités d'investissement aux étapes du prédémarrage, du démarrage et de la croissance, sans se limiter à une étape en particulier.
- **Fusions et acquisitions** - Aspect d'une stratégie d'entreprise, du financement et de la gestion des sociétés touchant l'achat, la vente, la division et la combinaison de différentes sociétés et entités similaires qui peuvent aider une entreprise à avoir une croissance rapide dans son secteur ou son emplacement d'origine, ou dans un nouveau secteur ou un nouvel emplacement, sans créer de filiale, ou d'autre entité secondaire, et sans avoir recours à la constitution d'une coentreprise.
- **Gouvernement (fonds gouvernemental)** - Fonds de capital-investissement établi par un organisme gouvernemental qui réunit des capitaux d'investisseurs de l'extérieur.
- **Industries manufacturières** - Fabrication, transformation ou préparation de produits des secteurs des matières premières et des denrées.
- **Institutionnel (fonds institutionnel)** - Fonds géré à l'intérieur de certaines grandes organisations comme les fonds de dotation, les fondations ou les fonds de pension, les banques d'investissement et les autres institutions bancaires ou financières.

- **Investissement de capital de risque** - Forme spéciale d'investissement en actions dans des compagnies fermées, qui se distingue par des placements dans des entreprises nouvelles qui ont un fort potentiel de croissance.
- **Investissement providentiel** - Investissement en argent ou en mentorat d'un particulier dans une petite entreprise ou une entreprise en démarrage.
- **Investisseur qualifié** - Personne ou organisation, généralement bien nantie et expérimentée, qui répond aux critères établis. Les critères en question se trouvent dans la [Norme canadienne 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription](#).
- **Marchés financiers** - Marchés qui réunissent les fournisseurs et les utilisateurs de capitaux et de produits financiers comme les actions (financement par actions) et les obligations (financement par emprunt) et qui rendent possible le transfert de capitaux; personnes et organismes qui soutiennent ce processus.
- **Notice d'offre** - Document juridique qui énonce les objectifs, les risques et les conditions d'investissement dans un placement privé. Comprend des éléments comme les états financiers, la biographie des dirigeants, une description détaillée de l'entreprise, etc.
- **Obligation** - Une obligation est un titre de créance. L'investisseur prête de l'argent à un emprunteur (comme une corporation ou un gouvernement) pendant une certaine période. En contrepartie, l'emprunteur s'engage à payer à l'investisseur de l'intérêt à taux fixe à certaines dates et de rembourser la valeur de l'argent emprunté (la valeur nominale) à l'échéance.
- **Placement en actions** - Source de financement qui fonctionne par l'acquisition d'une prise de participation dans une société fermée (non inscrite à la cote d'une bourse) ou l'achat et la détention d'actions sur un marché boursier par des particuliers ou des sociétés.
- **Placement sur le marché dispensé ou placement avec dispense** - Fait, pour un émetteur, de vendre des valeurs mobilières en se servant de l'une des dispenses de prospectus prévues par le droit des valeurs mobilières.
- **Prêt actif** - Capital emprunté mais non encore remboursé.
- **Privés indépendants (fonds privé indépendant)** - Fonds qui investit sur le marché des souscriptions privées et qui réunit la totalité ou une partie de ses capitaux auprès d'investisseurs de l'extérieur.
- **Sciences de la vie** - Secteur de la biotechnologie, de la médecine et des soins de santé.

- **Services** - Secteur d'activité qui regroupe les services suivants :
 - services professionnels;
 - services scientifiques et techniques;
 - services administratifs et de soutien;
 - gestion des déchets et restauration;
 - hébergement;
 - services alimentaires;
 - autres services, à l'exception des services d'éducation et d'administration publique.
- **Subvention** - Type d'aide financière généralement accordée par un organisme fédéral ou un organisme provincial pour un objet déterminé.
- **TIC** - Secteur des technologies de l'information et des communications.
- **Type de bailleur de fonds** - Structure du fonds.
- **Type de fonds de capital de risque** - Domaine dans lequel le fonds paraît ou déclare investir.
- **Unité** - Combinaison de valeurs mobilières ou de types de valeurs mobilières achetées ou vendues en bloc.

Annexe B – Tableau de bord des indicateurs clés des marchés financiers du Nouveau-Brunswick (2012)

Sources de financement	Secteur d'activités									2012	2011	Changements (%)
	TIC	Sciences de la vie	Manufac-ture	Énergie	Agriculture/ Services alimentaires	Mines	Services	Immobilier	Autres	Total	Total	
	(Millions \$)	(Millions \$)	(Millions \$)	(Millions \$)	(Millions \$)	(Millions \$)	(Millions \$)	(Millions \$)	(Millions \$)	(Millions \$)	(Millions \$)	
FINANCEMENT PAR ACTIONS												
Capital de risque par types de bailleurs de fonds												
Gouvernement	1.55	-	-	-	-	-	-	-	0.50	2.05	0.10	1950.00%
Détail	1.00	0.22	-	-	-	-	-	-	-	1.22	3.04	-59.87%
Privés indépendants	0.05	-	-	-	-	-	-	-	-	0.05	6.40	-99.22%
Autres ou individuels	1.26	-	-	-	-	-	-	-	1.60	2.86	8.38	-65.87%
Institutionnels	-	-	-	-	-	-	-	-	2.00	2.00	3.23	-38.08%
Total des investissements de capital de risque	3.86	0.22	-	-	-	-	-	-	4.10	8.18	21.15	-61.32%
Placements avec dispense	11.96	0.95	1.25	257.61	-	-	0.33	2.55	6.19	280.84	25.19	1014.70%
Marché boursier*	-	-	-	-	-	10.00	-	-	13.20	23.20	116.90	-80.15%
Total du financement par actions	15.82	1.17	1.25	257.61	-	10.00	0.33	2.55	23.49	312.22	163.24	91.26%
FUSIONS ET ACQUISITIONS												
Acquisitions par des sociétés néo-brunswickoises	-	-	-	-	150.77	23.73	-	-	2.28	176.78	171.97	2.80%
Sociétés néo-brunswickoises acquises	0.90	7.64	-	7.82	3.62	18.10	-	-	1.12	39.20	361.90	-89.17%
Total fusions et acquisitions	0.90	7.64	-	7.82	154.39	41.83	-	-	3.40	215.98	533.87	-59.54%
SUBVENTIONS**												
Organismes provinciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	90.73	157.58	-42.42%
Organismes fédéraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	59.18	54.13	9.33%
total des subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	149.91	211.71	-29.19%
Grand total	16.72	8.81	1.25	265.43	154.39	51.83	0.33	2.55	26.89	678.11	908.82	-25.39%
Financement par emprunt***	-	-	-	-	-	-	-	-	-	819.82	761.93	7.60%
										1497.93	1670.75	-10.34%

* Nous avons mis à part la somme de 23,20 millions de dollars, à titre de marché boursier. Ce montant a été levé par trois sociétés ouvertes à l'aide du marché dispensé en 2012.

** Nous avons utilisé le montant total des subventions pour notre analyse, car la répartition par secteur n'est pas disponible.

*** Le financement par emprunt comprend de l'information sur les prêts actifs accordés aux sociétés du Nouveau-Brunswick par les caisses populaires, l'APECA et Credit Union Atlantic (Nouveau-Brunswick). Lors de notre analyse des marchés financiers, nous n'avons pas intégré les prêts consentis aux entreprises par les banques, car nous n'avons pas pu obtenir ces renseignements.

Annexe C - Tableaux

Tableau 1.0 : Montant total et nombre total des investissements de capital de risque (en millions \$)

Investissements de capital de risque	2009	2010	2011	2012
Montant (en millions \$)	33,62	15,68	21,15	8,18
Nombre d'opérations	11	11	16	23

Tableau 1.1 : Montant des investissements de capital de risque par secteur d'activités (en millions \$)

Année	Secteur d'activités (en millions de dollars)					Total
	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Énergie	Autres	
2009	0,66	10,22	0,54	-	22,20	33,62
2010	15,18	-	-	0,50	-	15,68
2011	15,50	0,40	-	1,15	4,10	21,15
2012	3,86	0,22	-	-	4,10	8,18

Tableau 1.2 : Nombre d'investissements directs par secteur d'activités

Année	Secteur d'activités (Nombre d'opérations)					Total
	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Énergie	Autres	
2009	2	5	3	-	1	11
2010	9	-	-	2	-	11
2011	10	1	-	2	3	16
2012	18	1	-	-	4	23

Tableau 1.3 : Valeur des investissements de capital de risque (en millions \$) selon le stade de croissance et le secteur d'activités

Stade de croissance	2010				2011				2012			
	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres
Prédémarrage	-	-	0,50	-	0,23	-	1,15	0,20	0,61	-	-	-
Démarrage	1,52	-	-	-	2,14	0,40	-	-	1,45	-	-	4,10
Croissance	9,98	-	-	-	13,13	-	-	3,90	1,80	0,22	-	-
Polyvalent	3,68	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	15,18	-	0,50	-	15,50	0,40	1,15	4,10	3,86	0,22	-	4,10

Tableau 1.4 : Nombre d'investissements directs de capital de risque, selon le stade de croissance et le secteur d'activités au Nouveau-Brunswick

Stade de croissance	2010				2011				2012			
	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres
Prédémarrage	-	-	1	-	6	-	2	1	5	-	-	-
Démarrage	1	-	-	-	3	1	-	-	10	-	-	4
Croissance	1	-	-	-	1	-	-	2	3	1	-	-
Polyvalent	5	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	7	-	2	1	10	1	2	3	18	1	-	4

Tableau 1.5 : Montant des investissements de capital de risque selon le type de bailleurs de fonds (en millions \$)

Type de bailleur de fonds	2010				2011				2012			
	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres
Gouvernements	-	-	0,50	-	0,10	-	-	-	1,55	-	-	0,50
Privés indépendants	10,83	-	-	-	6,40	-	-	-	0,05	-	-	-
Détail	3,09	-	-	-	1,69	0,25	1,10	-	1,00	0,22	-	-
Autres	1,26	-	-	-	6,83	0,15	-	1,40	1,26	-	-	1,60
Institutionnels	-	-	-	-	0,48	-	0,05	2,70	-	-	-	2,00
Total	15,18	-	0,50	-	15,50	0,40	1,15	4,10	3,86	0,22	-	4,10

Tableau 1.6 : Comparaison des investissements de capital de risque selon la province (en millions \$)

Province	2009	2010	2011	2012
Nouveau-Brunswick	33,62	15,68	21,15	8,18
Nouvelle-Écosse	24,44	8,39	45,32	37,28
Manitoba	9,61	12,06	19,45	31,00
Saskatchewan	11,68	4,02	15,00	53,60
Terre-Neuve-et-Labrador	12,10	-	1,49	0,85

Tableau 1.6.1 : Comparaison des investissements de capital de risque par secteur d'activités et par province (en millions \$)

Province	2012						Total
	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Énergie	Agriculture	Autres	
Nouveau-Brunswick	3,86	0,22	-	-	-	4,10	8,18
Nouvelle-Écosse	15,94	7,57	-	11,03	-	2,74	37,28
Manitoba	-	27,00	-	-	-	4,00	31,00
Saskatchewan	1,15	35,93	9,55	5,00	-	1,97	53,60
Terre-Neuve-et-Labrador	0,85	-	-	-	-	-	0,85

Tableau 1.7 : Comparaison des investissements de capital de risque selon la situation géographique de l'investisseur (en millions \$)

Emplacement de l'investisseur	Montant (en millions \$)
Nouveau-Brunswick	6,58
En dehors du Nouveau-Brunswick (É.-U.)	1,60
Total	8,18

Tableau 2.0 : Aperçu des opérations de fusion et d'acquisition au Nouveau-Brunswick en 2012

Opérations de fusion et d'acquisition totales en 2012			
Emplacement de l'acquéreur	Emplacement cible	Montant (en millions \$)	Nombre d'opérations
Alberta	Nouveau-Brunswick	3,11	1
Colombie-Britannique	Nouveau-Brunswick	18,84	6
Nouveau-Brunswick	Nouveau-Brunswick	28,37	2
Nouveau-Brunswick	Québec	2,28	1
Nouveau-Brunswick	Australie/Nouvelle Zélande	86,13	1
Nouveau-Brunswick	Ontario	60,00	1
Ontario	Nouveau-Brunswick	15,24	5
Québec	Nouveau-Brunswick	1,11	1
Non identifié	Nouveau-Brunswick	0,90	1
Total		215,98	19

Tableau 2.1 : Montant et nombre totaux des opérations de fusion et d'acquisition

Année	Montant total des opérations de fusion et d'acquisition (en millions \$)	Nombre total des opérations de fusion et d'acquisition
2011	533,87	9
2012	215,98	19

Tableau 2.2 : Sociétés néo-brunswickoises ayant acquis d'autres sociétés et sociétés non néo-brunswickoises ayant acquis des sociétés du Nouveau-Brunswick

Année	Acquéreur (en millions \$)	Acquises par (en millions \$)
2011	171,97	361,9
2012	176,78	39,2

Tableau 2.3 : Montant total des opérations de fusion et d'acquisition selon l'emplacement de l'acquéreur

Emplacement de l'acquéreur	2011 (en millions \$)	2012 (en millions \$)
Alberta	-	3,11
Colombie-Britannique	0,34	18,84
Nouveau-Brunswick	171,97	176,78
Ontario	-	15,24
Québec	11,56	1,11
É.-U.	350,00	-
Non identifié	-	0,90
Total	533,87	215,98

Tableau 2.4 : Nombre total des opérations de fusion et d'acquisition selon l'emplacement de l'acquéreur

Emplacement de l'acquéreur	2011	2012
Alberta	-	1
Colombie-Britannique	2	6
Nouveau-Brunswick	5	5
Ontario	-	5
Québec	1	1
É.-U.	1	-
Non identifié	-	1
Total	9	19

Tableau 2.5 : Montant total des opérations de fusion et d'acquisition selon le secteur d'activités

Secteurs d'activités	2011 (en millions \$)	2012 (en millions \$)
Énergie	-	7,82
Services alimentaires	-	154,39
Soins de santé	-	7,63
TIC	350,00	0,90
Mines	108,03	41,84
Agriculture et élevage	75,84	-
Autres	-	3,40
Total	533,87	215,98

Tableau 2.6 : Nombre total des opérations de fusion et d'acquisition selon le secteur d'activités

Secteurs d'activités	2011	2012
Énergie	-	1
Services alimentaires	-	5
Soins de santé	-	1
TIC	1	1
Mines	6	9
Agriculture et élevage	2	-
Autres	-	2
Total	9	19

Tableau 2.7 : Montant des opérations de fusion et d'acquisition selon l'emplacement et le secteur d'activités (en millions \$) (2012)

Emplacement	Énergie	Services alimentaires	Soins de santé	TIC	Mines	Autres	Total
Alberta	-	-	-	-	3,11	-	3,11
Colombie-Britannique	7,82	-	-	-	11,02	-	18,84
Nouveau-Brunswick	-	150,77	-	-	23,73	2,28	176,78
Ontario	-	3,62	7,64	-	3,98	-	15,24
Québec	-	-	-	-	-	1,11	1,11
Non identifié	-	-	-	0,90	-	-	0,90
Total	7,82	154,39	7,64	0,90	41,84	3,39	215,98

Tableau 3.0 : Placements avec dispense

2010		2011		2012	
Montant (en millions \$)	Nombre d'émetteurs	Montant (en millions \$)	Nombre d'émetteurs	Montant (en millions \$)	Nombre d'émetteurs
185,71	20	25,19	20	304,04	39

Tableau 3.1 : Placements avec dispense selon le type de valeurs mobilières (en millions \$) (2012)

Type de valeurs mobilières	Nouveau-Brunswick	Non originaire du Nouveau-Brunswick	Total
Actions ordinaires	6,89	16,29	23,18
Billets à ordre	0,30	257,60	257,90
Unités	0,57	11,72	12,29
Actions privilégiées	0,90	0,68	1,57
Débetures convertibles	-	5,50	5,50
Débetures	-	1,10	1,10
Obligations	1,02	1,47	2,50
Total	9,68	294,36	304,04

Tableau 3.2 : Placements avec dispense selon le type d'investisseurs (en millions \$) (2012)

Type d'investisseurs	Nouveau-Brunswick	Non originaire du Nouveau-Brunswick	Total
Investissements d'une somme minimale	0,26	-	0,26
Salariés, membres de la haute direction, administrateurs et consultants	0,08	0,13	0,20
Investisseurs qualifiés	5,02	293,41	298,42
Émetteurs fermés	3,09	0,03	3,12
Parents, amis et partenaires	0,84	0,71	1,55
Notices d'offre	0,39	0,08	0,47
Total	9,68	294,36	304,04

Tableau 3.3 : Placements avec dispense selon la situation géographique et le secteur d'activités des investisseurs (en millions \$)

Emplacement des investisseurs	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Mines	Services	Immobilier	Énergie	Autres	Total
Canada									
Alberta	-	0.08	-	0.36	-	-	-	-	0.44
Colombie-Britannique	-	-	-	0.08	-	-	-	-	0.08
Manitoba	-	-	-	-	-	-	13.04	-	13.04
Nouveau-Brunswick	6.33	0.82	0.43	0.4	0.33	1.09	-	0.28	9.68
Nouvelle-Écosse	3.29	-	0.08	0.07	-	0.03	-	5.5	8.97
Ontario	2.22	0.02	0.74	8.5	-	0.4	31.09	13.19	56.16
Î.-P.-E.	-	-	-	-	-	0.13	-	-	0.13
Québec	0.06	-	-	0.58	-	0.9	-	-	1.54
Saskatchewan	-	-	-	0.01	-	-	-	-	0.01
Yukon	-	0.03	-	-	-	-	-	-	0.03
Total Canada	11.9	0.95	1.25	10	0.33	2.55	44.13	18.97	90.08
USA									
Floride	0.05	-	-	-	-	-	-	-	0.05
Hartford	-	-	-	-	-	-	9.11	-	9.11
Dallas	-	-	-	-	-	-	34.82	-	34.82
Charlotte	-	-	-	-	-	-	51.21	-	51.21
Illinois	-	-	-	-	-	-	11.03	-	11.03
New York	-	-	-	-	-	-	8.03	-	8.03
New Heaven/CT	-	-	-	-	-	-	16.04	-	16.04
Boston	-	-	-	-	-	-	30.08	-	30.08
Nabraska	-	-	-	-	-	-	10.03	-	10.03
Louisiana	-	-	-	-	-	-	3.01	-	3.01
Massachusetts	-	-	-	-	-	-	5.01	-	5.01
Tennessee	-	-	-	-	-	-	35.10	-	35.10
San Pedra	-	-	-	-	-	-	-	0.21	0.21
Hollywood	-	-	-	-	-	-	-	0.21	0.21
Total É.-U.	0.05	0	0	0	0	0	213.48	0.42	213.95
Afrique du sud	0.01								0.01
Grand Total	11.96	0.95	1.25	10.00	0.33	2.55	257.61	19.39	304.04

Tableau 4.0 : Subventions fédérales et provinciales au Nouveau-Brunswick

Organisme subventionnaire	2010 (en millions \$)	2011 (en millions \$)	2012 (en millions \$)
Organismes fédéraux	73,50	54,13	59,18
Organismes provinciaux	111,78	157,58	90,73
Total	185,28	211,71	149,91

Tableau 4.1 : Subventions provinciales au Nouveau-Brunswick (en millions \$)

Organisme subventionnaire	2010 (en millions \$)	2011 (en millions \$)	2012 (en millions \$)
Ministère du Développement économique	96,10	107,60	51,30
Société de développement régional	13,40	48,16	38,14
FINB	2,28	1,82	1,29
Total	111,78	157,58	90,73

Tableau 4.2 : Subventions fédérales au Nouveau-Brunswick (en millions \$)

Organisme subventionnaire	2010 (en millions \$)	2011 (en millions \$)	2012 (en millions \$)
CNRC-PARI	12,39	5,70	16,29
CRSNGC	22,44	12,04	7,14
FCI	6,75	0,90	0,22
TDCC	8,00	7,00	8,00
IRSC	1,75	0,63	0,14
CRSH	2,00	1,50	1,50
APECA	20,16	26,37	25,89
Total	73,49	54,14	59,18

Tableau 5.0 : Financement par emprunt d'entreprises clientes (en millions \$)

Organisme subventionnaire	Actifs de 2010 (en millions \$)	Actifs de 2011 (en millions \$)	Actifs de 2012 (en millions \$)	Variation de 2010 à 2011	Variation de 2011 à 2012
Caisses populaires (Nouveau-Brunswick)	581,20	675,50	730,61	16,23 %	8,16 %
APECA	18,28	21,34	17,82	16,74 %	-16,49 %
Atlantic Credit Unions	52,74	65,09	71,39	23,42 %	9,68 %
Total	652,22	761,93	819,82	16,82 %	7,60 %

Annexe D – Types d'organismes prêteurs

Caisses populaires

Les contributions des caisses populaires dans le domaine du financement par emprunt ont augmenté de 8,16 %, passant de 675,50 millions de dollars en 2011 à 730,61 millions de dollars en 2012. Les nouveaux prêts émis s'élevaient à 272,36 millions de dollars, ce qui équivaut à une croissance de 46,30 %. Le secteur de la construction/de l'immobilier a reçu les montants les plus importants en matière de prêts, soit 225,58 millions de dollars, suivi par les secteurs suivants : sciences de la vie (190,81 millions de dollars), agriculture (117,18 millions de dollars), autres (111,05 millions de dollars), services (63,45 millions de dollars), industries manufacturières (19,94 millions de dollars) et TIC (2,60 millions de dollars).

Tableau 6.0 : Valeur des prêts actifs

Année	Prêts actifs (en millions \$)
2010	581,20
2011	675,50
2012	730,61

Tableau 6.1 : Prêts au 1^{er} janvier 2012 et prêts nouvellement accordés en 2012

Type de prêts	Actifs 2011 (en millions \$)	Actif 2012 (en millions \$)	% de variation
Nouveaux	186,16	272,36	46,30 %
Anciens	489,34	458,25	-6,35 %
Total	675,50	730,61	8,16 %

Tableau 6.2 : Prêts actifs par secteur d'activités (en millions \$) (2012)

Secteur d'activités	2011 Montant	2012 Montant
Agriculture	101,10	117,18
Construction et immobilier	195,50	225,58
TIC	1,70	2,60
Sciences de la vie	129,80	190,81
Industries manufacturières	21,50	19,94
Services	65,80	63,45
Autres	160,10	111,05
Total	675,50	730,61

Credit Union Atlantic (Nouveau-Brunswick)

En 2012, Credit Union Atlantic (CUA) a contribué à hauteur de 71,39 millions de dollars au financement par emprunt, ce qui représentait une hausse de 9,68 % par rapport à l'année précédente.

Tableau 7.0 : Prêts actifs

	Prêts actifs (en millions \$)	% de variation
2010	52,74	S.O.
2011	65,09	23,42
2012	71,39	9,68

Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)

En 2012, les contributions de l'APECA ont totalisé 43,71 millions de dollars. Elles ont été versées à 202 sociétés provinciales. Parmi ces contributions, 17,82 millions de dollars consistaient en prêts et 25,89 millions de dollars en subventions. Conformément aux années précédentes, la majorité des fonds (soit 29,55 millions de dollars) ont été versés en faveur du programme de développement des entreprises.

Tableau 8.0 : Subventions et prêts selon le type de projet

Type de projet	En millions \$
FIA-II	4,13
Fonds d'innovation de l'Atlantique (FIA-II)	2,75
Programme de développement des entreprises	29,55
FCI	4,49
Programme de diversification industrielle	2,79
Total	43,71

8.1 : Subventions et prêts selon le type d'aide financière

Type d'aide financière	En millions \$
Contributions à remboursement non conditionnel	17,82
Contributions non remboursables	14,61
Contributions à remboursement conditionnel	11,28
Total	43,71

Tableau 8.2 : Montant et nombre des subventions par secteur d'activités (2012)

Secteur d'activités	Montant (en millions \$)	Nombre de sociétés
Agriculture/pêches	12,89	46
TIC	2,47	25
Industries manufacturières	15,40	73
Énergie	0,23	2
Sciences de la vie	0,47	7
Éducation	5,00	9
Province/organisme local/municipalité	3,79	25
Autres	3,46	15
Total	43,71	202

Annexe E – Liste des sources

Tableaux 1.0 et 1.7

Source : Thomson Reuters

Tableaux 2.0 – 2.7

Sources :

1. Thomson Reuters
2. Sources d'information publiques

Tableaux 3.0 et 3.3

Sources :

1. Dépôt réglementaire effectué auprès de la Commission des services financiers et des services aux consommateurs, Nouveau-Brunswick
2. East Valley Ventures

Tableaux 4.0 et 4.2

Organismes fédéraux

Sources :

1. Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), site d'information sur les programmes
2. Conseil national de recherches Canada - PARI (CNRC-PARI), site de divulgation proactive;
3. Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNGC), site de divulgation proactive
4. Université du Nouveau-Brunswick (UNB), rapport annuel sur la recherche
5. Technologies du développement durable Canada (TDDC), site d'information sur le portefeuille

Organismes provinciaux

Sources :

1. Entreprises Nouveau-Brunswick, rapport annuel 2012
2. Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick (FINB)
3. Société de développement régional (SDR), rapport annuel 2012

Tableau 5.0

Sources :

1. Information directe des caisses populaires (Nouveau-Brunswick)
2. Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), site d'information sur les programmes
3. Information directe d'Atlantic Credit Unions

Tableaux 6.0 et 6.2

Caisses populaires (Nouveau-Brunswick)

Fédération des caisses populaires acadiennes

Tableau 7.0

Atlantic Credit Unions

Source : Credit Union Atlantic

Tableaux 8.0 et 8.2

Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)

Source : Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), site d'information sur les programmes